

# ***l'Anti*capitaliste**

n°646 | 26 janvier 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



**LE 31 EN GRÈVE ET DANS LA RUE**

**ET APRÈS ON**

**CONTINUE!**

## **Dossier**

### **CONSEIL POLITIQUE NATIONAL DU NPA**

Pages 6 et 7

#### **ÉDITO**

«On ne veut pas une plus grosse part du gâteau, on veut toute la boulangerie!»

Page 2

#### **PREMIER PLAN**

État d'Israël. Menaces sur la «démocratie»?

Page 3

#### **ACTU INTERNATIONALE**

États-Unis. Dans la rue, la bataille pour le droit à l'avortement

Page 4

#### **ACTU SOCIALE**

Sports. Fédération française de football: c'est tout un système qu'il faut dégager!

Page 9

#### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Michel Antony, président du Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité (Haute-Saône)

Page 12

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveaupartiantcapitaliste.org



édito

Par MANU BICHINDARITZ

## « On ne veut pas une plus grosse part du gâteau, on veut toute la boulangerie! »

À l'appel du « collectif pour la survie des boulangeries et de l'artisanat », des centaines de personnes — essentiellement des boulangers — ont défilé dans les rues de Paris ce lundi. TouTEs réclament des mesures au gouvernement face à la hausse du coût de l'énergie et des matières premières. À l'augmentation de 20% du coût de la farine (mais aussi des œufs, du beurre ou du sucre) s'ajoute l'explosion du prix de l'électricité, avec des factures qui ont pu doubler ces derniers mois.

Face à cela, comme toujours, les réponses du gouvernement sont inexistantes ou inadéquates : un « bouclier tarifaire » a été mis en place pour les TPE (les très petites entreprises de moins de dix salariés et au chiffre d'affaires annuel inférieur à 2 millions d'euros)... mais dont le compteur électrique affiche une puissance de moins de 36kVA. Cela exclut de fait les boulangeries en raison de la consommation des fours.

Cette réaction des boulangers en colère est juste, car tous refusent de répercuter cette explosion des coûts sur leurs prix de vente. Dans le contexte d'une inflation qui vide à toute vitesse les porte-monnaie, l'augmentation du prix du pain — qui pourrait dans ce cas doubler — ne peut être une réponse, d'autant plus face à la concurrence des capitalistes de l'agro-alimentaire et de leurs grandes surfaces qui eux ont les moyens de tirer toujours plus les prix vers le bas.

Sous pression de la crise actuelle, dans l'état d'un pouvoir qui a toujours préféré les gros marchands aux petits commerçants et artisans, ainsi que des banques qui dictent leur règles financières, cette manifestation des boulangers est aussi l'expression d'un système qui ne peut se réguler et qui nécessite que l'on s'y confronte. En commençant par imposer le blocage des prix de vente des matières premières et de l'énergie, contre les (sur) profits des capitalistes de ces secteurs. Cet appel à manifester a été boudé par la Confédération nationale de la profession, visiblement satisfaite du dialogue en cours avec le gouvernement. Personne ne devrait oublier que, comme l'a dit l'un des manifestants, « la dernière fois [que les boulangers sont descendus dans la rue], c'était à la Révolution française »...

## BIEN DIT

Les PDG de multinationales, banquiers, chefs d'État influents et milliardaires réunis à Davos iront aussi loin qu'ils le pourront, et aussi longtemps qu'ils le pourront tant qu'ils s'en sortent. Sans une pression publique massive venant de l'extérieur, ils continueront à investir dans les énergies fossiles, ils continueront à sacrifier les gens pour leur propre profit.

GRETA THUNBERG, en marge du Forum économique de Davos, le 19 janvier 2023.

# À la Une

## RETRAITES Mardi 31 en grève et en manif... et après on continue!

Les chiffres de mobilisation du jeudi 19 janvier ont été historiques, avec 1,2 million de manifestantEs selon la police, plus de 2 millions selon l'intersyndicale, des taux de grève très importants (avec aussi une participation exceptionnelle du privé), des mobilisations massives dans toutes les villes. Pendant ce temps, avec un mépris dont ils ont le secret, Macron et une bonne partie du gouvernement étaient en Espagne! Et la présentation du projet de loi en conseil des ministres lundi confirme que leur objectif reste bien de nous faire travailler plus longtemps et pour des pensions moindres!

Au-delà du refus de cette contre-réforme, un véritable ras-le-bol face à la situation économique et sociale globale s'exprime : à la suite des précédentes contre-réformes, les pensions étaient déjà faibles, l'inflation actuelle réduit encore plus le pouvoir d'achat des catégories populaires. La colère est là, contre Macron, contre ce gouvernement, contre leur mépris, contre leurs politiques injustes.

Le pouvoir veut baisser les impôts des entreprises, privatiser à terme le marché de la retraite, et nous infliger une défaite historique. Pour cela, il nous fait croire qu'il n'y a pas d'alternative : pas assez d'actifs pour payer les cotisations d'un nombre croissant de retraités, une espérance de vie plus longue, l'impossibilité d'augmenter la fiscalité et les cotisations « patronales ». Il faudrait donc travailler deux ans de plus pour une retraite plus faible... Pire, le Modem, parti allié à Macron, vient de proposer d'augmenter la durée du temps de travail hebdomadaire à 35,5 heures!

### De l'argent il y en a!

Une retraite à 60 ans avec 37,5 annuités et une pension calculée sur les 10 meilleures années, dans le public comme dans le privé, pèserait environ 3% du PIB. Taxer réellement les riches et les grandes entreprises permettrait de trouver cet argent sans problème.

Le président du très officiel Conseil d'orientation des retraites (COR), lui-même, vient de rappeler que les arguments utilisés par le gouvernement sont mensongers : « Les dépenses de retraites sont

globalement stabilisées et même à très long terme, elles diminuent dans trois hypothèses sur quatre. Dans l'hypothèse la plus défavorable, elles augmentent sans augmenter de manière très très importante [...]. Donc les dépenses de retraites ne dérapent pas, elles sont relativement maîtrisées »...

Ces déclarations confirment que la rhétorique du gouvernement est non seulement mensongère mais

fondamentalement pro-capitaliste et anti-populaire. Il ne s'agit nullement de « sauver le système de retraites », mais bien de grappiller toujours plus de milliards sur notre dos pour continuer à soutenir les plus riches et les grandes entreprises. Ils pensent peut-être que « plus c'est gros et plus ça passe », mais les choses commencent à réellement se voir et il est bien normal que le ras-le-bol s'exprime.

### MACRON VEUT CONTINUER A FAIRE DE LA PÉDAGOGIE



### Construire la grève générale pour gagner

Samedi dernier, nous étions par dizaines de milliers dans la rue avec la « marche pour nos retraites ». Appelée en particulier par les organisations de jeunesse et diverses forces politiques, cette manifestation a été une réussite. Les organisations syndicales appellent à une journée de grève le mardi 31 janvier. Après la réussite du jeudi 19, il aurait certainement fallu fixer une date plus rapprochée pour monter en puissance. Il s'agit maintenant de se mobiliser à tous les niveaux pour passer à la vitesse supérieure. Organiser des assemblées générales sur les lieux de travail et d'études, construire des assemblées interprofessionnelles, mettre en discussion la nécessité de préparer la reconduction de la grève à partir du mardi 31 janvier, dès le mercredi 1<sup>er</sup> février. Ce n'est pas à l'Assemblée nationale ou par un référendum mais bien dans la rue et par la grève que nous pouvons gagner.

Ce mouvement est un test : si la contre-réforme passe, le gouvernement va se sentir pousser des ailes et accélérer les attaques. Au contraire, si nous gagnons, nous pouvons renverser la vapeur, arracher le retour de la retraite à 60 ans, des augmentations de salaires, bloquer la nouvelle loi raciste concoctée par Darmanin et l'ensemble des autres attaques qu'ils entendent mener. Et au-delà, une victoire sur les retraites pourrait donner confiance à notre classe pour aller vers la construction d'une alternative politique en rupture avec Macron et son monde.

## MOUVEMENT SOCIAL

# Vivre sa jeunesse sans horizon de retraite?

La jeunesse d'aujourd'hui n'a connu de grands mouvements sociaux en France qu'au travers de récits de grandes sœurs ou frères, de parents ou de grands-parents. 1968 est déjà loin et lors des luttes des années 2000 sur les retraites, le CPE ou la scolarité, nous n'étions pas encore là ou de très jeunes enfants.

Aujourd'hui notre scolarité est gouvernée par le stress de la sélection dès le lycée. On ne parle d'ailleurs plus des métiers qui donnent envie, voire qui font rêver avec ou sans études supérieures. Les emplois « alimentaires » ou « faute de mieux » sont maintenant les perspectives bien installées, quand la non-activité et Pôle emploi ne sont pas en embuscade. L'état critique de la planète empêche de voir à l'horizon d'une ou deux décennies

et les gouvernements semblent faussement découvrir la situation. Sans parler de l'aveuglement de Brigitte Macron pour qui la priorité est de redéployer le port de l'uniforme à l'école : « J'ai porté l'uniforme comme élève : 15 ans de jupette bleu marine, pull bleu marine. Et je l'ai bien vécu ». Nous sommes en 2023, elle envisage la jeunesse à partir des années 1960... À partir de ce constat qu'est-ce qu'on veut pour nos vies et comment l'ancre dans une succession

de luttes offensives et victorieuses? Voire — rêvons un peu — dans notre projet de société : l'écossocialisme.

### Entrer dans un mouvement majeur sur les retraites sans acquis militants?

Une partie de la jeune génération actuelle a vécu au mieux les grèves mondiales pour le climat en 2018-2019 et peut-être quelques épisodes de mobilisations sur les bahuts lors des réformes des baccalauréats ou pour s'opposer à Parcoursup et au renforcement brutal de la sélection dans l'enseignement supérieur en 2018. Les vagues de démissions, dans l'hôtellerie-restauration et le commerce en 2021 ou dans la santé sont un non-mouvement qui en est pourtant un à sa façon. Cependant, ces moments de mobilisation n'ont

pas permis de donner une dynamique positive et durable capable d'enclencher un renforcement ou un renouveau de collectifs ou de syndicats qui pourraient être moteur à l'aube de la lutte décisive sur les retraites.

### Les exigences de la jeunesse autour des retraites

À l'heure de la banalisation du capitalisme néolibéral et après une décennie de défaites, une partie considérable des jeunes pensent ne jamais avoir de retraite, comme l'illustrent nombre de discussions lors de tractages sur les lycées. Certains pensent qu'ils n'atteindront même pas la vieillesse du fait de la dégradation majeure des écosystèmes. La jeunesse n'est pas homogène, ses attentes ne le sont pas non plus, de

# Un monde à changer

## LE BUDGET DES ARMÉES FRANÇAISES EN HAUSSE D'UN TIERS.

Ainsi l'ont décidé Macron et son gouvernement. Les armées françaises bénéficieront d'une enveloppe de 413 milliards d'euros pour la période 2024-2030 dans le cadre de la loi de programmation militaire (LPM). La précédente LPM sur la période 2019-2025 marquait déjà un effort financier, à hauteur de 295 milliards d'euros, après des années de coupes budgétaires. Au total, en une décennie, le budget des armées aura donc doublé... Depuis la base aérienne de Mont-de-Marsan, le chef de l'État a justifié ses choix. Nul ne s'étonnera qu'il ait précisé

que ce budget amorçait « un changement profond qui sera ensuite irréversible ». En réalité le budget des armées n'a jamais été aussi élevé depuis les années 1960. « Nous devons avoir une guerre d'avance [...] tirer les conséquences de ce que notre époque porte en germe », a déclaré Macron. Le budget alloué au renseignement militaire augmentera de près de 60% sur la période 2024-2030 et une partie des sommes seront allouées aux armes de dissuasion. À l'heure où les services publics sont dégradés après deux décennies de casse sociale et de cadeaux aux riches et alors que le premier quinquennat Macron était marqué par l'autoritarisme et la répression, cette décision montre que

Macron II entend non seulement mener la guerre sociale jusqu'au bout, mais aussi s'armer pour les conflits économiques à l'échelle du globe. Si le repli des armées est à l'ordre du jour en Afrique et en outre-mer, ce n'est pas le cas dans la zone indopacifique où Macron cherche à protéger les zones économiques exclusives françaises des ambitions chinoises. Il se prépare ainsi à les défendre hors de l'Otan si besoin, si les États-Unis regardent ailleurs...

Monsieur le Président nous fait la guerre et la prépare. Tel est le programme des capitalistes quand leur système s'embourbe : faire de nous de la chair à patrons et de la chair à canon. Il n'en est pas question ! Monsieur le Président, nous n'irons pas la faire, nous ne sommes pas sur terre pour tuer de pauvres gens !

## ÉTAT D'ISRAËL Menaces sur la « démocratie » ?

Quelques jours après une immense manifestation à Tel Aviv contre le gouvernement d'extrême droite, nous publions un article qui souligne à quel point la lutte contre Netanyahu et ses alliés doit nécessairement prendre en charge la question des droits nationaux des Palestiniens.

Le nouveau gouvernement israélien n'a pas tardé à prendre de nouvelles mesures contre les Palestiniens. Dès le 6 janvier, le gouvernement israélien a décrété une série de sanctions, notamment la confiscation de plus de 37 millions d'euros sur les taxes et revenus douaniers prélevés pour le compte de l'Autorité palestinienne afin de les reverser à 15 familles israéliennes de victimes d'attaques palestiniennes ; le gel de projets de construction palestiniens dans la zone C de Cisjordanie, dont l'État d'Israël a le contrôle sécuritaire et administratif exclusif ; l'application en toutes circonstances de l'interdiction de faire flotter tout drapeau palestinien dans l'espace public israélien.

### Un État raciste

Le problème principal ne réside cependant pas dans la couleur plus extrémiste de ce gouvernement, mais dans la nature raciste et coloniale de l'État d'apartheid israélien. Rappelons que des partis d'extrême droite, comme Yamina dirigé par l'ancien Premier ministre Naftali Bennett, étaient déjà présents dans les précédents gouvernements.



Manifestation à Tel-Aviv le 14 janvier 2023. ACTIVESTILLS

C'est en effet la même politique de judaïsation de Jérusalem et de colonisation des territoires occupés. Les violences contre les Palestiniens sont permanentes, quelle que soit la couleur du gouvernement. Pour preuve, selon de récentes données publiées par l'ONU et compilées par plusieurs médias, jamais autant de Palestiniens de Cisjordanie n'ont été tués en 2022 que depuis la seconde Intifada (2000-2005). Le nombre total d'assassinats s'élève

à 173, y compris 39 enfants âgés de moins de 17 ans. Cela s'est produit sous un gouvernement soutenu par le soi-disant parti de « gauche » du Meretz, et qui n'a pu exister que grâce au soutien du parti de l'islamiste palestinien Mansour Abbas.

### Pas de démocratie sans libération des Palestiniens

Il ne s'agit donc pas de sauver une fausse et inexistante « démocratie israélienne ». Étant donné la nature

totale réactionnaire d'Israël, l'hégémonie politique croissante de l'extrême droite ne devrait pas surprendre. Il s'agit en quelque sorte du prolongement logique du mouvement sioniste, de son ethnonationalisme, du racisme institutionnel d'Israël et de plus de sept décennies d'oppression et de dépossession des Palestiniens. Aucune lutte pour la démocratie ne peut avoir lieu sans une libération des Palestiniens et la destruction des structures et institutions de l'État d'apartheid, colonial et raciste d'Israël.

L'établissement d'un État démocratique, socialiste et laïc dans la Palestine historique, avec des droits égaux pour les peuples palestinien et juif, au sein d'une fédération socialiste à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord représenterait une alternative progressiste. Dans le nouvel État réunissant Palestiniens et Israéliens, toutes et tous les Palestiniens auraient le droit de retourner sur leurs terres et dans leurs maisons d'où ils et elles ont été chassés de force depuis 1948. En outre, la libération de la Palestine doit également inclure un projet global de développement économique et de reconstruction pour garantir aux Palestiniens leurs droits sociaux et économiques.

### Joseph Daher

Version intégrale publiée dans le n° 415 de *solidarités* (Suisse).

## Le chiffre 90%

9 femmes interrogées sur 10 affirment anticiper les actes et les propos sexistes des hommes et adoptent des conduites d'évitement pour ne pas les subir. Ainsi elles renoncent à sortir et faire des activités seules (55%), à s'habiller comme elles le souhaitent (52%), veillent à ne pas parler trop fort ou hausser le ton (41%), ou encore censurent leur propos par crainte de la réaction des hommes (40%).

Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, « Rapport annuel 2023 sur l'état des lieux du sexisme en France », 23 janvier 2023.



## Agenda

**Vendredi 27 janvier, réunion publique du NPA sur les retraites, Rouen.** À 19h30, salle de Quartier de l'île Lacroix, avenue J.-Chastellain à Rouen.

**Samedi 28 janvier, manifestation « se loger n'est pas un crime », Paris.** À 14h, place de la Bastille.

**Samedi 28 janvier, réunion du NPA de formation-débats sur les retraites, Paris.** À 14h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup> (voir page 10).

**Mardi 31 janvier, journée de grève et manifestations interprofessionnelles.** À Paris, à 14h, place d'Italie.

**Samedi 4 février, projection du film *Il nous reste la colère* en présence de Philippe Poutou, Cannes.** À 20h, au cinéma l'Olympia. Organisé par Attac o6.

**Samedi 18 février, réunion publique du NPA « Pas de révolution sans féminisme ! », Orléans.** Avec Aurore Koechlin, autrice de *La révolution féministe*. À 15h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés à Orléans.

## NO COMMENT

Macron accomplit une chose difficile mais juste. L'âge de la retraite de 62 ans a été fixé alors que les durées de vie étaient beaucoup plus courtes. Il est impossible pour un petit nombre de travailleurs de faire vivre un nombre massif de retraités.

ELON MUSK, Twitter, le 20 janvier 2023.

même que le degré de motivation. Cependant ce doit être le rôle des divers collectifs militants que de lier le droit de vivre et de vieillir paisiblement à la nécessité de se battre pour préserver la planète et enclencher une confiance dans cette lutte naissante pour ensemble, gagner et préparer la génération militante des prochaines années. Peu de revendications spécifiques sur les jeunes ont été mises en avant lors des mobilisations sur les retraites des 19 et 21 janvier, qui comptaient pourtant tous les âges, dont de nombreux de jeunes. L'enjeu pour la jeunesse porte peut-être plutôt sur une exigence d'avenir global. Qu'il nous faut construire. Le mouvement actuel doit pouvoir rapidement devenir offensif afin de penser une société du 21<sup>e</sup> siècle et trouver l'envie en l'avenir malgré les horizons sociaux et écologiques bien sombres promis par le capitalisme.

### Une année d'études égale une année de cotisation retraite

Une prochaine date de mobilisation sur les retraites est annoncée pour le 31 janvier. Il nous faut imposer des suites rapides en popularisant les propositions de journées fortes rapprochées ou reconductibles. Sans attendre, initier et construire des assemblées générales ou groupes d'action et de réflexion dans les milieux de jeunesse sur un triptyque scolarité-métier-retraite. Le penser comme un continuum pour remettre en question la société et pour frapper fort en dégageant des revendications concrètes.

En commençant par une exigence simple : retraite maximum à 60 ans à taux plein et où chaque année d'études compte, donne droit à une année de cotisation retraite. Travailler moins, produire moins, produire mieux, vivre mieux.

Dix Vernet



## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaires de rédaction :**  
Fabienne Brifault, Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## ALLEMAGNE

## « Lützi reste! »

Le village de Lützerath (à l'ouest de Cologne) est en train d'être rasé parce que le groupe énergétique RWE extrait du lignite à ciel ouvert dans le bassin minier de Garzweiler II. La combustion du lignite est la forme d'énergie la plus « sale » qui soit et Garzweiler II est la plus grande source d'émission de CO<sub>2</sub> en Europe.

Si Lützerath est rasé, RWE aura accès à 280 millions de tonnes de charbon et le droit de les brûler. Peu importent les mesures politiques qui seront prises prochainement pour protéger le climat : la combustion de ce lignite ne permettra pas de respecter l'engagement pris par l'Allemagne dans le cadre de l'accord de Paris.

## Des milliards en jeu

La destruction de Lützerath et la combustion du charbon sont un pas de plus vers l'aggravation de la catastrophe climatique. Chaque tonne de CO<sub>2</sub> émise conduit à ce que davantage de personnes souffrent de vagues de chaleur, de temps extrêmes, de sécheresses, de famine et de maladies qui se propagent.

Les prix de l'énergie ont atteint des sommets vertigineux que de nombreuses personnes ne peuvent plus payer. Pendant ce temps, le groupe énergétique RWE se réjouit d'un bénéfice doublé de plusieurs milliards d'euros et prévoit 5,5 milliards d'euros pour cette année.

L'accord passé avec le gouvernement fédéral et régional, selon lequel RWE veut sortir du charbon dès 2030 (au lieu de 2038), est typique. Ce « compromis » permet au groupe de réaliser des bénéfices supplémentaires, car il permet de continuer à faire fonctionner des centrales nucléaires qui, d'un point de vue de la politique climatique, devraient être arrêtées sous peu.

## L'objectif de 1,5 degré est extrêmement menacé

Aujourd'hui, nous nous dirigeons déjà à toute vitesse vers une catastrophe climatique. Selon une étude récente de l'Organisation météorologique mondiale (OMM)<sup>1</sup>, un réchauffement de la planète de 1,5 degré pourrait déjà être atteint dans les cinq prochaines années, menaçant ainsi d'une accélération de la réaction climatique en chaîne : un cataclysme.

Les scientifiques et le mouvement de protection du climat ne sont pas les seuls à le savoir. Les politiciens et les capitalistes le savent également, mais il s'avère une fois de plus que la bourgeoisie ne poursuit que ses intérêts de profit immédiats, fidèle au principe : « Après moi le déluge ».

Dans le cas présent, le groupe énergétique a été aidé par la guerre en Ukraine, qui a entraîné un renchérissement de l'approvisionnement en énergie, ce dont le gouvernement a profité pour créer une véritable hystérie, lui permettant d'imposer : une prolongation de la durée de vie de trois centrales nucléaires jusqu'à la mi-avril 2023 ; une extraction plus rapide du lignite du bassin de Garzweiler II ; des terminaux de gaz liquéfié construits sur la côte pour le débarquement de gaz de fracturation en provenance des États-Unis ; etc.

## Résistance

Plusieurs centaines de personnes ont occupé les dernières maisons de Lützerath au cours des derniers mois et, le 14 janvier, 35 000 personnes ont manifesté près de Lützerath malgré une pluie battante. Certes, le village a été évacué entre-temps, mais la perte de crédibilité des politiciens s'est encore accrue. Les Verts, qui participent à la fois au gouvernement fédéral et au gouvernement régional, sont particulièrement touchés. La sympathie générale pour les activistes climatiques est grande, mais tant que la force organisée du mouvement ouvrier ne pèsera pas de tout son poids et qu'il n'y aura pas de grèves, ce processus meurtrier de réchauffement du climat ne pourra pas être arrêté.

Jakob Schäfer

1 – « Global Annual to Decadal Climate Update », en ligne sur [https://library.wmo.int/index.php?lvl=notice\\_display&id=22083#\\_Y5HsjMuZMYO](https://library.wmo.int/index.php?lvl=notice_display&id=22083#_Y5HsjMuZMYO).

## ÉTATS-UNIS Dans la rue, la bataille pour le droit à l'avortement

Les manifestants opposés ou en faveur de la liberté de l'avortement ont rempli les rues des grandes villes étatsuniennes en janvier.

Le mouvement anti-avortement a organisé ses manifestations annuelles de la « Marche pour la vie » à Washington et dans d'autres villes, tandis que la Marche des femmes, qui a débuté avec l'investiture de Donald Trump en janvier 2017, organisait ses rassemblements pour la défense du droit à l'avortement le 22 janvier, afin de coïncider avec le cinquantième anniversaire de la décision Roe v. Wade de la Cour suprême des États-Unis, qui a établi le droit des femmes à l'avortement en 1973.

## Les anti-IVG à l'offensive

Le mouvement pour le « droit à la vie », tel qu'il se définit lui-même, a défilé pour célébrer la décision de la Cour du 24 juin 2022, *Dobbs v. Jackson Women's Health*, annulant l'arrêt Roe permettant donc à chaque État de promulguer sa propre loi sur l'avortement. Les principales forces du mouvement anti-avortement sont l'Église catholique et les Églises évangéliques qui agissent par l'intermédiaire du Parti républicain. Le mouvement a recruté des dizaines de milliers de jeunes femmes et de jeunes hommes qui défilent en groupes depuis leurs églises, leurs écoles religieuses et leurs universités, portant des bannières et des drapeaux, chantant et applaudissant, remplis de fierté d'avoir « vaincu » l'arrêt Roe et espérant d'autres victoires à l'avenir. Les dirigeants du mouvement prévoient de faire adopter des lois encore plus restrictives au niveau des États, tout en faisant pression sur le Congrès pour



WIKIMEDIA COMMONS

obtenir une interdiction fédérale des avortements.

Le mouvement anti-avortement a, depuis l'arrêt *Dobbs*, introduit de nombreux obstacles dans les lois des États pour rendre plus difficile l'accès des femmes à l'avortement. Une douzaine d'États, principalement dans le Sud, interdisent purement et simplement tout avortement. La Géorgie interdit l'avortement après six semaines. Les États exigent souvent que l'avortement soit pratiqué par un médecin agréé et approuvé par un autre, qu'il y ait une période d'attente de 24 heures ou plus, une séance de conseil ou une échographie. Quelque 33 États interdisent le financement public des avortements et 12 restreignent la couverture par les assurances privées. Dans 11 États, l'avortement

est illégal même en cas de viol ou d'inceste. Plusieurs États ont des lois qui punissent de 5, 10 ou 15 ans de prison un médecin qui pratique un avortement. Au Texas, la peine est la prison à vie. Les femmes se tournant vers la pilule, l'Alabama, la Floride et le Texas tentent d'interdire les avortements médicamenteux.

## Du côté de la gauche et du mouvement des femmes

La gauche a longtemps critiqué le mouvement anti-avortement pour son manque de soutien aux femmes et aux enfants. Aujourd'hui, s'inspirant des progressistes, certains membres du mouvement anti-avortement ont publié une déclaration intitulée « Building a Post-Roe Future », dans laquelle ils réclament des soins de santé

abordables, un congé parental rémunéré, des horaires de travail flexibles, des services de garde d'enfants abordables et des crédits d'impôt pour les enfants.

Le mouvement pour le droit à l'avortement, dirigé par des femmes et comptant des dizaines de milliers de nouveaux et nouvelles jeunes militantes, souhaiterait que le Congrès adopte une loi garantissant le droit légal des femmes à l'avortement dans tous les États. Mais la direction du mouvement estime que, pour l'instant, la lutte se déroulera au niveau des États et qu'il faut se concentrer sur les élections qui auront lieu dans deux ans aux assemblées des différents États et au Congrès fédéral.

Jennifer Knox, une dirigeante du parti progressiste Working Families, déclare : « Là où nous en sommes en ce moment, avec la suppression de l'accès à l'avortement, cela ressemble à 2020, un point d'inflexion où les gens sont galvanisés. » Elle pense qu'un mouvement des femmes pourrait déferler comme l'a fait Black Lives Matter à l'époque.

62% des ÉtatsunienEs soutiennent le droit à l'avortement. Si les libéraux et les progressistes dominent le mouvement pour le droit à l'avortement, les féministes socialistes y sont également actives. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) ont vu dans la décision *Dobbs* une attaque de la droite non seulement contre le droit des femmes à l'avortement, mais aussi comme l'ouverture d'un assaut plus large qui tentera d'éliminer les droits des LGBTI, et d'autres droits démocratiques. DSA affirme que « les dirigeants du Parti démocrate ont prouvé à maintes reprises qu'on ne peut pas compter sur eux pour nous sauver. » Bien que cela soit vrai, le mouvement pour le droit à l'avortement va concentrer son travail sur l'élection de Démocrates pour arrêter l'assaut républicain. **Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

## IRAN Une tribune de soutien qui tombe à point nommé

Malgré une répression sans limite, la République islamique ne parvient toujours pas à venir à bout du soulèvement populaire. Ce mouvement sans précédent a provoqué une vague de solidarité parmi la diaspora iranienne qui entraîne les opinions publiques occidentales dans son sillage.

## La République islamique sur la sellette

Cela fait plus de 43 ans que les IranienEs subissent la terreur exercée par le corps des Gardiens de la Révolution. Durant toutes ces années, aucune chancellerie ne s'est préoccupée du sort des peuples d'Iran. Les puissances impérialistes ont préféré négocier avec le régime. Les grandes puissances ont toujours joué la carte de tel ou tel courant au sein de la mollaharchie pour défendre au mieux leurs intérêts. Et si les discussions ont lieu aujourd'hui, c'est uniquement grâce à la puissance et à la durée exceptionnelle du mouvement en Iran et par sa résonance à l'échelle internationale. Face à une contestation qui lie question sociale et démocratique et qui rejette toute forme d'État autoritaire et autocratique, les courants de droite et monarchistes, présents de manière beaucoup plus importante au sein de la diaspora qu'en Iran, préparent leur retour au pouvoir. Et ce avec l'appui des puissances impérialistes étatsuniennes et européennes. C'est notamment le sens de la campagne

orchestrée sur les réseaux sociaux qui vise à donner « procuration » à Reza Pahlavi, le fils du dernier Shah d'Iran, pour mener la future « période de transition ». Des instituts de sondages occidentaux, à grand renfort de médias inféodés à l'Arabie saoudite (comme « Iran International ») ou à des journalistes occidentaux, tendent à faire croire qu'en cas d'élections libres, Reza Pahlavi serait élu...

Ce type de manœuvre soulève l'ire des IranienEs de l'intérieur, engagés dans la lutte pour le renversement de la République islamique. Par leurs slogans, dans de nombreuses réactions et textes, différents secteurs de la population dénoncent cette campagne lancée par les monarchistes et affirment leur combat pour la démocratie, l'égalité et la justice sociale.

## Ni Mollahs ni Shah!

C'est dans cette situation que l'association Solidarité socialiste avec

les travailleurs en Iran (France) a pris l'initiative d'écrire une tribune. Publiée par *Mediapart*<sup>1</sup>, ce texte est signé par plus de 200 intellectuelEs, dirigeantEs syndicaux (CGT, Solidaires, FSU), députéEs et représentantEs d'organisations politiques (Ensemble!, LFI, PCF, NPA) ou des responsables d'associations de luttes (Cedetim, Attac...), ainsi que des militantEs internationaux. Cette tribune se place en solidarité avec le soulèvement en cours en Iran, dénonce les crimes d'État du régime et les exécutions. Elle se situe aussi en opposition aux manœuvres des États impérialistes et du bloc de droite, autoritaire, libéral et réactionnaire dont la colonne vertébrale est constituée des monarchistes.

Ses revendications et exigences sont centrées sur une démarche internationaliste portée par les organisations démocratiques, progressistes et de gauche. Le texte exige notamment la fin des exécutions

et de la répression. Il affirme la nécessité de lever le secret bancaire et commercial pour geler les avoirs du Guide Ali Khameneï et de la direction des Gardiens de la Révolution, toujours épargnés par les sanctions internationales.

Ce qui se passe en Iran est scruté de près par les peuples de la région et par toutes les femmes et les minorités nationales opprimées. Cette tribune salutaire, traduite notamment en persan et en kurde, est diffusée en Iran. Elle constitue un message d'espoir pour les peuples d'Iran. Ils peuvent compter sur les organisations syndicales, associatives et politiques de gauche dans leur combat face à la mollaharchie et aux oppresseurs d'hier qui tentent, comme dans un mauvais film, leur comeback avec le fils du Shah.

Babak Kia

1 – <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/200123/iran-soutien-au-soulevement-femme-vie-liberte-non-aux-executions-capitales>

## BÉNIN Au-delà des résultats électoraux

Lors des élections législatives qui viennent de se dérouler au Bénin, la défiance de la population face aux élites dirigeantes s'est manifestée, faute d'une alternative crédible, par une abstention record. Un avertissement à la politique libérale et anti-démocratique du gouvernement dirigé par l'homme d'affaires et président de la République Patrice Talon.

Le Conseil constitutionnel vient de valider le résultat des élections législatives qui se sont tenues le 8 janvier dernier. Les deux partis de la majorité présidentielle l'Union des progressistes pour le renouveau et le Bloc républicain remportent la majorité avec 81 sièges. L'opposition « les Démocrates » obtient 28 sièges.

### Une abstention record

L'opposition a contesté la sincérité du scrutin, dénonçant le bourrage des urnes, les achats de voix et autres trucages, sans être en mesure d'apporter la moindre preuve et pour cause. Éric Houndété, le dirigeant du parti « les Démocrates », a rendu impossible la confrontation entre chiffres recueillis et chiffres officiels en interdisant à ses militants de publier en temps réel le résultat de chaque bureau de vote. La victoire des soutiens à Patrice Talon est ternie par un taux d'abstention extrêmement élevé, plus de 60%. Plusieurs explications peuvent être avancées. À commencer par l'absence de confiance dans la transparence du scrutin et le scepticisme de ce qui pourrait changer par le biais d'un vote. Mais aussi le souvenir toujours vivace des précédentes élections législatives qui s'étaient déroulées dans un climat de violence, inédit pour ce pays. En 2019, Talon avait empêché les partis de l'opposition de se présenter. Il s'en était suivi

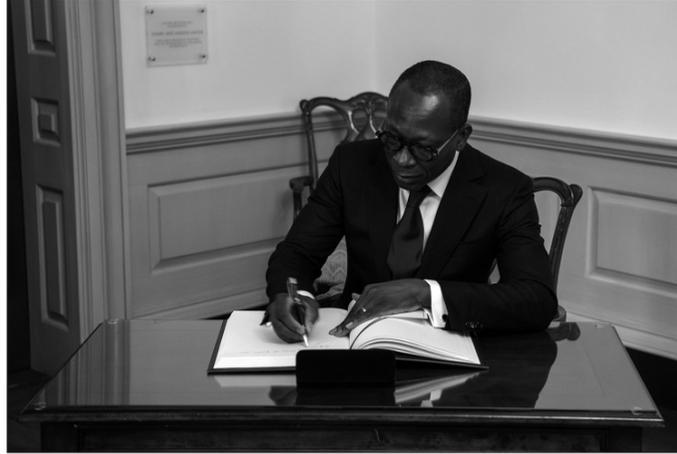
des manifestations violemment réprimées avec deux morts et des dizaines d'arrestations, et un parlement monocouleur.

### La démocratie et le social en berne

Patrice Talon, se targuant de son expérience d'homme d'affaires, avait promis de rendre le pays prospère. Il a continué à appliquer les recettes libérales aux conséquences sociales désastreuses pour les populations. Les chiffres de la Banque mondiale font état de 32% d'enfants victimes de malnutrition ; près de la moitié des élèves ne terminent pas le cycle scolaire primaire ; le sous-emploi est de 72% et le travail informel dépasse les 90%.

Ce qui différencie Talon de ses prédécesseurs libéraux est la mise en charpie de la démocratie pourtant vivace dans le pays. Le droit de grève pour la plupart des fonctionnaires est interdit. Les principaux opposants sont soit en exil soit en prison sous les prétextes les plus ubuesques.

En fait, c'est Patrice Talon lui-même qui a eu maille à partir avec la justice, pour une tentative d'empoisonnement, en 2012, sur la personne de Boni Yayi alors Président de la République, et pour corruption et détournement de biens publics. Ce personnage qui se glorifie d'avoir réussi en affaires a surtout bénéficié de ses amitiés politiques pour mettre la main sur la production de coton en contrôlant la totalité



Patrice Talon, président du Bénin. WIKIMEDIA COMMONS

de la filière, puis sur les activités douanières du pays.

### Faiblesse d'une alternative

Sur près de 6 millions et demi d'électeurs, le camp présidentiel n'a obtenu, d'après les chiffres officiels, qu'un peu plus d'un million et demi de voix. Un score peu flatteur d'autant que les 28 députés de l'opposition seront un obstacle à la tentative d'un troisième mandat pour Talon. En effet le changement de Constitution requiert un vote des 4/5 de l'Assemblée nationale ou une procédure référendaire qui a peu de chance de passer. Les résultats de ces élections mettent en valeur l'absence de véritable alternative politique. La majorité comme l'opposition sont issues du même sérail. Boni Yayi, l'ancien président, était

un administrateur de la Banque Ouest-Africaine de développement ; Lionel Zinzou, le candidat malheureux contre Talon en 2016, est un franco-béninois PDG d'une banque d'affaires qui officie aussi pour le Medef ; et celui qui est arrivé en troisième position Sébastien Ajavon est la seconde fortune du pays après celle de Patrice Talon. L'Alliance pour la Patrie, animée principalement par le Parti communiste béninois, a refusé de choisir entre la majorité et le parti « les Démocrates » soutenu par Boni Yayi. Elle est cependant bien en difficulté pour présenter une offre populaire dans le combat électoral monopolisé par les représentants de la classe dominante. Cette faiblesse d'une force alternative n'est hélas pas propre au Bénin.

Paul Martial

## BELGIQUE Greenwashing sur fond de « relance durable »

À la fin de l'année dernière, on apprenait par la presse que la multinationale belge Carmeuse avait signé un accord de développement avec Engie et John Cockerill pour « un projet innovant de Capture et d'Utilisation du Carbone en Wallonie » baptisé Columbus. Du greenwashing pur jus, sur fond de subsides européens pour une « relance durable ».

L'idée générale de Columbus est simple : la fabrication de la chaux à partir du calcaire dégage inévitablement de grandes quantités de CO<sub>2</sub> (Carmeuse est responsable de 2% des émissions wallonnes) ; si on fait réagir ce CO<sub>2</sub> avec de l'hydrogène produit par électrolyse de l'eau, on obtient du CH<sub>4</sub> (méthane) et de l'oxygène ; le méthane peut être injecté sur le réseau gazier, l'oxygène peut être vendu à l'industrie, et la chaleur du four à chaux (900 degrés) peut être valorisée dans des installations de chauffage urbain. Si l'électrolyseur fonctionne à l'électricité renouvelable, on le dit « vert » et le méthane produit est baptisé « e-méthane ».

### Poudre aux yeux

Le trio Engie-Carmeuse-Cockerill a orchestré en faveur de Columbus une vaste campagne de propagande basée sur l'affirmation que « le e-méthane étant considéré comme un carburant renouvelable, le projet contribuera à la transition vers la neutralité carbone des utilisateurs finaux » et permettra de « réduire



DR

les émissions wallonnes de CO<sub>2</sub> de 900 000 tonnes en dix ans ». Koen Vlaeminck, responsable Engie du business development hydrogène pour la Belgique a été encore plus loin : « Avec le projet Columbus, a-t-il déclaré, nous pourrions fournir de l'e-méthane qui a les mêmes caractéristiques que le gaz naturel à la différence que c'est une molécule sans carbone »<sup>2</sup>.

Ces déclarations ont été amplement reproduites et gonflées par les médias. Les journaux ont rivalisé

de formules sur le « méthane vert » comme levier de la « décarbonation industrielle », et salué la chance offerte à Charleroi de se placer ainsi aux premiers plans de la « transition énergétique », ou de la « révolution de l'hydrogène ». Or, tout cela est faux : l'e-méthane n'est pas plus un carburant renouvelable que le méthane ; prétendre qu'il s'agit d'une « molécule sans carbone » est même une contre-vérité flagrante. Des journalistes rigoureux auraient dû le signaler !

### Les arnaqueurs

Pour comprendre l'arnaque, il suffit d'examiner le schéma technique fourni par Engie-Carmeuse-Cockerill et de faire fonctionner ses petites cellules grises. Que voit-on ? Que Carmeuse amène du calcaire (CaCO<sub>3</sub>) qui passe dans un four à chaux et dégage du CO<sub>2</sub>. C'est la situation actuelle. Avec Columbus, ce CO<sub>2</sub>, au lieu d'être envoyé directement dans l'atmosphère, sera combiné avec l'hydrogène produit par l'électrolyseur de Cockerill pour produire du méthane, qui sera injecté dans le réseau gazier. Mais ce méthane sera évidemment brûlé, et cette combustion, foi de Lavoisier, dégage exactement la même quantité de CO<sub>2</sub> que le four à chaux dans la situation actuelle.

En d'autres termes : avec la complicité intéressée de Cockerill (qui vendra un gros électrolyseur et se renforcera ainsi sur ce marché) et d'Engie (qui vendra de l'électricité « verte » et améliorera son image), Carmeuse se débarrassera de son carbone... et de l'obligation de le compenser en achetant des droits d'émission. Par le truchement du méthaniseur, le CO<sub>2</sub> produit par le four à chaux sera tout simplement refilé en aval, aux acheteurs d'e-méthane. C'était simple, comme greenwashing, mais il fallait y penser... Simple comme l'œuf de Columbus !

Daniel Tanuro

Version intégrale sur [gaucheanticapitaliste.org](http://gaucheanticapitaliste.org)

1 - Communiqué de presse Engie-Carmeuse, Cockerill-Storengy du 10 décembre 2022.

2 - L'Écho, 19 novembre 2022.

## PÉROU La mobilisation populaire ne recule pas malgré la répression

« Dina (Boluarte) assassine, le peuple te rejette ». Le jeudi 19 janvier, une foule bruyante a défilé dans les rues de Lima, placée sous état d'urgence, à partir de midi jusque tard dans la nuit, poussant ce slogan et s'affrontant avec la police massivement déployée dans le centre ville.

C'était « la toma de Lima » (la prise de Lima), la marche de milliers de personnes arrivées de différentes régions du Pérou (en particulier des Andes du nord et du sud) pour intensifier et élargir la contestation dans le centre politique et économique du pays et réaliser leur jonction avec les habitantEs de la capitale où se concentre le tiers de la population du Pérou. Ils et elles ont séjourné dans des universités, dans les locaux d'organisations sociales et chez des proches. Il n'y a pas eu de direction unifiée, les différents groupes ont pris des chemins séparés, et la foule s'est éparpillée dans plusieurs rues du centre de Lima. Ce jour-là, la CGT péruvienne avait convoqué une grève nationale de solidarité.

### Répression sauvage

Une révolte populaire partie du sud du Pérou, de marches massives, de coupures de routes, s'est étendue dans de nombreuses régions du pays suite à la destitution du président Pedro Castillo par le Congrès péruvien, son emprisonnement le 7 décembre dernier et l'investiture à la présidence de la vice-présidente Dina Boluarte<sup>1</sup>. Face aux demandes des mobilisations populaires, la réponse du gouvernement a été la répression la plus sauvage. Aujourd'hui, on déplore plus de 50 mortEs par balle par la police ou les forces armées, des centaines de blessés (beaucoup par armes à feu), de multiples arrestations ! Les manifestantEs exigent la démission de la présidente, la dissolution du congrès, à majorité de droite, l'organisation immédiate de nouvelles élections et un référendum pour une Assemblée constituante pour une nouvelle Constitution.



La police à l'université de San Marcos. DR

Dans les médias majoritairement aux mains de l'oligarchie économique et politique, politiciens, ex-militaires, analystes se sont déchaînés, criminalisant la protestation, lançant les « terroques » (fausse accusation de terrorisme). Les déclarations accusatrices gouvernementales, l'offensive médiatique amplifiant et martelant ces déclarations, la stratégie visant à tuer pour démobiliser et diminuer l'intensité de la réponse sociale et populaire n'ont pourtant pas réussi.

### Nouvelle marche le 24 janvier

Depuis le jeudi 19 janvier les mobilisations n'ont pas cessé dans les principales villes du pays... Les coupures de route continuent. Les étudiantEs ayant accueilli dans leurs résidences les marcheurs de province ont vu la plus vieille université péruvienne, celle de San Marcos, massivement envahie par la police faisant 200 détenus emprisonnés, traités comme des délinquants... Aujourd'hui les étudiantEs ont été libérés mais ils s'apprentent à accueillir un rassemblement national d'étudiantEs à Lima qui sera reçu par l'Université nationale d'ingénierie. Enfin une nouvelle « marche sur Lima » est convoquée pour mardi 24 janvier. Comme nous l'écrivions la semaine dernière, il est plus que temps d'organiser la solidarité internationale pour protéger le peuple péruvien contre les menaces qui pèsent sur lui.

Correspondant

1 - L'Anticapitaliste n°645 19 janvier 2023.

## LE CAPITALISME DU CHAOS ET DE LA GUERRE

La situation globale du capitalisme est caractérisée par des crises multiformes (crise économique, crise climatique, crise sanitaire, guerre impérialiste.....). L'ensemble des indicateurs économiques semblent confirmer que la crise va s'accroître, générant de nouvelles catastrophes sociales et politiques. Et le ralentissement économique de la Chine est lourd de déstabilisations aussi bien comme accélérateur de la crise économique que de potentielles déflagrations politiques.

Dans cette situation de chaos géopolitique, des mouvements de flux et de reflux dans la lutte de classe montrent un rapport de forces globalement défavorable pour les travailleurEs et des classes dominantes qui renforcent leurs politiques impérialistes et guerrières. Mais il existe aussi des réactions importantes face aux ravages du capitalisme qui constituent des points d'appui. Depuis le début de l'année 2022, la guerre en Ukraine est devenue un élément central tant dans les rapports de forces inter-impérialistes que par ses répercussions diverses sur la crise d'approvisionnement, notamment énergétique. Face à l'invasion par les troupes de Poutine, nous avons affirmé notre solidarité avec la résistance armée et non armée du peuple ukrainien, avec les mouvements antiguerre en Russie et en Biélorussie, avec les syndicalistes et féministes de ces pays. Avec le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, nous organisons des réunions publiques, nous avons manifesté et nous manifesterons à nouveau le samedi 25 février pour exiger l'arrêt immédiat des bombardements, le retrait des troupes russes d'Ukraine et l'arrêt de cette guerre terrible. Mais avec nos camarades de Sotsialnyi Rukh, nous nous mobilisons également contre les mesures anti-ouvrières et les lois contre le droit du travail du gouvernement Zelensky, contre les conditions néolibérales imposées par les gouvernements occidentaux pour leur aide intéressée.

### L'extrême droite progresse à l'échelle internationale

Aux États-Unis, l'extrême droite s'est imposée comme une force au sein du Congrès. Une première depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, quand le Ku Klux Klan y était représenté. Mais au-delà du cadre institutionnel, la droite extrême et populiste a infusé comme jamais au sein de la société américaine. Les répercussions sur les vies des femmes et des personnes LGBTI sont d'ores et déjà graves. Au Brésil, renforcés en nombre de voix lors de la dernière présidentielle, les Bolsonaristes ont tenté un coup d'État une semaine jour pour jour après l'investiture de Lula. Malgré la défaite de Bolsonaro, l'extrême droite représente toujours une menace importante pour la société et

les militantEs progressistes, notamment par sa présence dans le cœur des institutions. La complicité active de la police a permis l'insurrection dans le but de provoquer un chaos et ainsi justifier une intervention militaire. Les condamnations unanimes de l'extrême gauche jusqu'à la droite et les mobilisations populaires ont finalement affaibli les Bolsonaristes mais la menace fasciste reste bien là. En France, l'attentat qui a visé la communauté kurde le 23 décembre, dix ans après le triple assassinat de militantes kurdes par les services de renseignements turcs, s'inscrit aussi dans ce renforcement des idées d'extrême droite en Europe, sous des formes diverses. L'attitude ambivalente du gouvernement français vis-à-vis des Kurdes, oscillant entre une certaine souplesse (compte tenu du rôle de ces dernierEs dans le combat contre l'État islamique) et un soutien à Erdogan, le rend complice de la multiplication de tels actes. Plus largement un climat raciste et autoritaire permet les passages à l'acte d'individus agissant ou non pour des États ou des groupes d'extrême droite.

### Des résistances comme le soulèvement en Iran

Face à ces offensives réactionnaires et autoritaires, des mobilisations populaires de masse constituent des points d'appui pour changer le cours des choses et peuvent même être déterminantes pour l'avenir des peuples de leur région. En Iran, depuis le meurtre de Masha Jina Amini, le 16 septembre dernier, les travailleurEs, les femmes, les jeunes, mènent une résistance exemplaire et inédite face à un pouvoir corrompu, une théocratie sexiste et autoritaire dont le recours massif aux condamnations à mort exprime l'illégitimité croissante. Afin de juguler le risque de révolution politique, les grandes puissances capitalistes sont à la manœuvre pour imposer une transition politique en opposition avec la dynamique des mobilisations et des aspirations sociales et démocratiques qui s'expriment. Dans tous ces rebondissements des luttes internationales, comme dans la solidarité avec les mobilisations contre la répression en Algérie, au Maroc, aux côtés du peuple palestinien notre engagement internationaliste est central, et il est concret.



## APRÈS LE 19 ET LE 21, CONSTRUIRE LA GRÈVE!

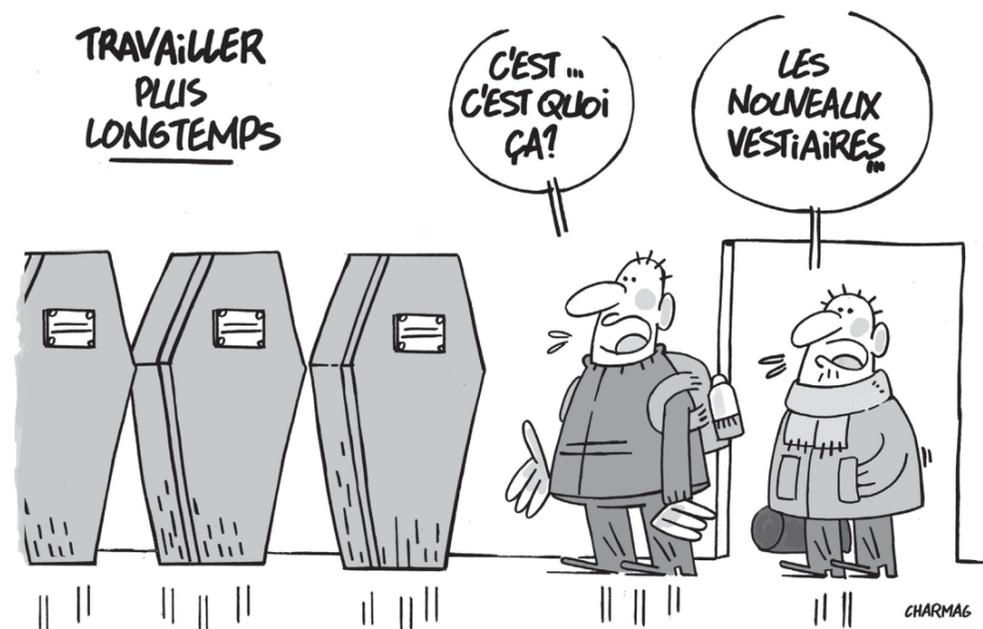
### CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE POLITIQUE EN RUPTURE AVEC MACRON ET SON MONDE!

Le conseil politique national (CPN) du NPA s'est réuni les 21-22 janvier. À l'ordre du jour une discussion sur la situation sociale et politique, une formation sur la contre-réforme des retraites, une réunion des camarades femmes en non-mixité et un temps d'échanges sur la structuration des commissions, des régions et des villes. Nous publions ici des extraits de la résolution sur la situation sociale et politique adoptée à l'unanimité. De quoi préparer les prochaines semaines de mobilisations et des perspectives pour notre organisation.

## EN FRANCE, UNE SITUATION MARQUÉE PAR LA BATAILLE DES RETRAITES

Dans un contexte d'instabilité économique profonde, de crises sanitaire, écologique, sociale et politique, le capital souhaite manifestement récupérer à son profit l'argent qui lui échappe via les systèmes de cotisation de notre système de sécurité sociale et des retraites, comme il l'a fait pour l'assurance chômage. C'est nos salaires, au sens des salaires socialisés, qui seront attaqués, diminués si cette contre-réforme passe. C'est donc la répartition entre capital et travail qui se joue ici. Au-delà, il y a également un enjeu idéologique : en finir avec le compromis des 30 glorieuses. Il s'agit de faire basculer les cotisations sociales dans le champ du capital comme cela est déjà le cas dans de nombreux pays avec des résultats dramatiques pour les classes populaires dans tous les domaines de la vie. Le gouvernement ne reprend pas exactement les termes de la réforme qu'il avait proposée il y a deux ans, c'est probablement en partie parce qu'il n'est pas serein. En effet, son illégitimité n'a jamais été aussi flagrante et la réélection lamentable de Macron en est un des éléments. La défiance envers le pouvoir, les institutions et le gouvernement est largement partagée dans la population. Les mobilisations précédentes, en particulier celle des Gilets jaunes, l'ont fragilisé.

Après les mobilisations de 2019-2020 et l'ajournement de la réforme dans le contexte du covid, Macron et le gouvernement reviennent à la charge avec une nouvelle réforme des retraites. Il ne s'agit pas d'une réforme systémique — comme proposée la fois précédente avec la retraite à points — mais d'une réforme paramétrique dans la lignée des précédentes (2003, 2010, 2012 pour les plus récentes). Elle n'en demeure pas moins une attaque frontale contre notre classe.



### Intersyndicale unie, grève reconductible et auto-organisation

Les dynamiques à l'œuvre dans le mouvement social sont complexes. En particulier, l'approche du congrès confédéral de la CGT

en mars a des répercussions sur les rythmes de mobilisation : contesté sur sa gauche de manière plus structurée que lors des congrès précédents, la direction autour de Martinez tente de reprendre la main en étant plus

à l'offensive. Dans ce contexte, les rapports entre les différents courants de la CGT et la LFI et/ou le PCF jouent également. Ainsi, la compétition entre les différents courants a sans doute participé au fait que l'intersyndicale

# LUTTER CONTRE LE MONDE DE MACRON

propose finalement une date avant la manif impulsée par La France insoumise le samedi 21 janvier. Contrairement à ce qui s'était passé avec les marées populaires de 2018, la CGT se montre beaucoup plus réticente au travail commun entre organisations syndicales et politiques. Du côté de Solidaires existent des contradictions internes par rapport à un syndicalisme qui se veut à la fois de masse et radical, une radicalité qui de plus peut rentrer en contradiction avec la participation de Solidaires à un cadre intersyndical très large. Le fait que l'intersyndicale soit extrêmement large est un point d'appui pour démarrer le mouvement, même si nous ne nous faisons pas d'illusions sur les trahisons rapides probables de certaines organisations. Elle est le reflet du rejet massif de la réforme dans l'ensemble de la population et permet de le consolider. Le choix de Macron de s'appuyer sur les parlementaires LR réduit sa marge de manœuvre pour négocier avec la droite du mouvement syndical. Sans grain à moudre, le prix de la trahison sera plus élevé que d'habitude, ce qui joue objectivement au maintien de l'unité des appareils pour appeler aux grandes journées de grève, en tous cas pour l'instant...

Pour notre part, nous devons nous appuyer sur l'accumulation d'expériences des mobilisations précédentes : interpro de 2003, Nuit debout en 2016, marées populaires en 2018, mouvement des Gilets jaunes en 2018, interorga et assemblées générales en 2019-2020... Nous devons avoir la préoccupation de participer à construire concrètement la grève, à l'ancrer sur les lieux de travail. Il y a un enjeu majeur à éviter la tentation de la grève par procuration, d'autant que l'émergence d'un secteur jouant le rôle de locomotive est peu probable. Même si cela est difficile, nous ne devons pas renoncer à massifier la grève dans le privé au-delà des équipes de militantEs syndicaux. La journée du 19 a été extrêmement massive grâce à la présence d'un très large arc syndical et à l'appui des organisations politiques de la gauche : deux millions de manifestantEs. Il faut remonter aux mobilisations de 2010 pour retrouver un chiffre comparable. Les manifestations ont été importantes partout et notamment dans de petites villes, avec une présence significative du privé. Cependant, l'enjeu reste la construction de la grève reconductible. En l'état actuel les cadres d'auto-organisation sont trop faibles pour permettre d'envisager un débordement du calendrier intersyndical. L'enjeu des prochains jours est de les construire ainsi que de mettre en discussion la nécessaire reconduction au lendemain du 31. Les appels à la grève (comme celui des raffineries les 26-27 janvier), de mobilisations sectorielles (comme dans l'éducation ce mercredi 25 janvier ou autour de la préparation de la prochaine rentrée scolaire), ou de journées de grève à l'occasion des négociations salariales, vont d'ici là constituer de possibles points d'appui. L'intervention de la jeunesse scolarisée dans la mobilisation pourrait participer à en changer le caractère. Plus que de chercher une improbable locomotive, il faut construire la grève dans l'ensemble des secteurs pour partir ensemble ce 31 janvier.

**S**il la séquence des retraites qui s'est engagée cette semaine va durer plusieurs semaines, on ne peut pas s'attendre à ce que le gouvernement suspende ses autres offensives réactionnaires et liberticides, bien au contraire. Nous devons donc continuer à animer tous les fronts de lutte déjà ouverts en cherchant à les articuler avec la mobilisation sur les retraites. Notre boussole, c'est que, loin d'être une diversion, la construction de ces mobilisations aide à unifier et renforcer notre camp social dans le contexte de la bataille des retraites.

## Se mobiliser pour les droits des femmes et des LGBTI, pour défendre l'eau

La première échéance d'ampleur nationale et la plus évidente à raccrocher au combat pour la défense de nos retraites est la grève des femmes, la grève féministe autour de la journée du 8 mars. La place spécifique prise, y compris dans les argumentaires syndicaux, par l'enjeu de l'égalité salariale pour lutter contre la faiblesse des pensions des femmes (inférieures de 40%) en même temps que d'abonder les caisses de la Sécurité sociale (plus 10 milliards par an), sera indéniablement un point d'appui comme il l'a été en 2019. Notre axe sera de développer la nécessité d'un mouvement autonome des femmes pour porter dans la durée et sous ses propres formes, dans le cadre du mouvement général, ses revendications : la grève des femmes, la question du travail reproductif, de la charge mentale, des enjeux du soin aux enfants et aux personnes en perte d'autonomie en articulation avec la lutte pour les services publics de la petite enfance, du handicap et du grand âge. Les LGBTI seront également spécifiquement touchés par la contre-réforme des retraites.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L'exclusion du salariat, particulièrement pour les personnes trans, et les inégalités salariales et les discriminations à l'embauche, qui persistent pour celles et ceux qui font leur coming-out, impactent sur le montant des pensions. Si elle était appliquée, la contre-réforme viendrait donc précariser les LGBTI. La pandémie de VIH/Sida et les parcours de transition ont aussi pu amener à des carrières hachées, une retraite à taux plein devenant ainsi impossible avec une pension à taux réduit. De plus, quand une personne a des problèmes de santé et que les pensions sont trop faibles, la famille est souvent une structure sur laquelle beaucoup doivent s'appuyer pour pallier la dégradation de nos protections sociales. Les LGBTI n'ont pas les mêmes possibilités de compter sur la structure familiale à cause du potentiel rejet de leurs familles et de l'interdiction d'avoir pu

construire les leurs pendant des années.

Nos réponses à la contre-réforme sur les retraites, c'est « travailler moins » en réduisant le temps de travail, en augmentant les congés payés, en baissant l'âge de la retraite. Mais c'est aussi poser la question : quoi produire et pour quels besoins sociaux ? Dans quelles conditions pour les êtres vivants et la planète ? Pour qui ? Et qui décide ? Des préoccupations qui ne manqueront pas de s'inviter dans les AG de grève pour alimenter la détermination, d'autant qu'elles entrent en écho aux diverses formes de la crise écologique (lutter contre le réchauffement climatique, ne subir ni la crise énergétique ni la crise alimentaire). La construction de l'échéance des méga-bassines les 25 et 26 mars à Sainte-Soline sera une priorité du fait de sa visibilité nationale et du niveau de confrontation politique et répressive

auquel le gouvernement a mis la barre. [...]

## Contre la loi Darmanin et la loi Kasbarian

Deux autres projets de loi sont dans les tuyaux législatifs qui visent les plus précaires de notre camp. L'enjeu est d'empêcher ces lois d'être votées, en construisant des liens avec la bataille des retraites.

C'est d'abord la loi Darmanin, qui se situe entièrement sur le terrain de l'extrême droite, qui vise à systématiser et encadrer le droit au séjour par les seuls besoins économiques ponctuels. À l'opposé, nous défendons la liberté de circulation et d'installation pour touTEs les migrantEs, la régularisation des sans-papiers qui permettrait de plus, en luttant contre la trappe à bas salaires, de renflouer les caisses de retraite. Face aux idées rances de l'extrême droite, aux

préjugés qui fleurent bon le suprématisme, nous opposons des principes, ceux de la solidarité pour défendre le droit de chacunE à vivre dignement là où elle/il le choisit. La préparation de la journée du 18 mars s'inscrit dans ce cadre.

C'est aussi l'enjeu de la mobilisation contre la loi Kasbarian, loi qui criminalise celles et ceux qui ne peuvent plus payer leurs loyers ou qui ne peuvent trouver un logement légal dans le contexte de libéralisation renforcée de la spéculation immobilière. Cette loi affaiblit les plus pauvres, parmi lesquels les retraitéEs touchant des pensions rognées par la décote des annuités, et le report de l'âge de départ, les femmes isolées et les migrantEs. Des luttes se développent aujourd'hui, éclatées et spécifiques à des contextes locaux (squats, occupations d'écoles, mobilisations contre les augmentations en flèche des charges locatives...). Les dates de mobilisations contre la loi Kasbarian (samedi 28 janvier) et à la fin de la trêve hivernale (fin mars) seront des échéances à construire.

Enfin la lutte contre l'extrême droite sera un enjeu déterminant de la mobilisation pour nos retraites. [...]

Il nous faut également être capable dans le cours de la mobilisation, en nous appuyant sur le renforcement des luttes spécifiques, d'avancer dès que possible des mots d'ordre pour bloquer non seulement la contre-réforme des retraites mais aussi toute la politique du gouvernement Macron. Il y a un besoin de construire une alternative politique en rupture avec Macron et son monde, jusqu'à l'extrême droite, une alternative qui parte des besoins des salariéEs de la jeunesse, des retraitéEs et qui s'appuie sur leurs mobilisations pour les imposer.

# ACCÉLÉRER LES DÉCANTATIONS POLITIQUES, RELANCER ET CONSTRUIRE LE PROJET DU NPA

**L**es luttes actuelles montrent donc l'urgence de construire une alternative politique aux gestionnaires du système, même quand ils se revendiquent de « la gauche ». Contre une orientation d'adaptation au système, nous réaffirmons la nécessité d'une « gauche de combat », anticapitaliste, révolutionnaire et unitaire, ce qui nécessite de trouver les voies pour franchir ces prochains mois des paliers dans la construction d'un outil politique qui dépasse le NPA actuel. Notre objectif reste celui de construire un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, une force pour contribuer au renversement du capitalisme, vers une société écosocialiste. La crise qui travaille La France insoumise, les contradictions importantes au sein de la Nupes, l'immobilisme des organisations d'extrême gauche, dégagent un espace : à des degrés divers, il existe des individus et des forces militantes disponibles pour un tel projet et à qui nous devons nous adresser.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Après le succès du meeting du NPA le mardi 17 janvier, le CPN décide d'organiser une campagne de réunions publiques du NPA jusqu'à l'été. [...]

En tant qu'organisation politique nationale, nous continuons aussi à discuter et à débattre avec différentes forces avec qui nous sommes pour la plupart engagéEs dans la construction d'échéances de mobilisations autour des salaires,

des retraites ou de différentes luttes sur le terrain de l'écologie, de l'anticapitalisme ou de l'égalité des droits. Ainsi nous allons rencontrer (ou revoir) ces prochaines semaines La France insoumise, l'Union communiste libertaire, Ensemble!, la Gauche écosocialiste, le regroupement Rejoignons-nous!... pour échanger voire confronter nos orientations et perspectives, au-delà de notre pratique de front unique.

C'est aussi dans ce cadre que nous mettons en discussion la tenue au printemps d'une échéance publique type « forum pour l'anticapitalisme ». L'enjeu d'une telle initiative, adressée aux individus inorganisés ou en rupture avec d'autres organisations, aux courants et organisations se revendiquant de la rupture révolutionnaire avec le capitalisme, est de dégager des éléments d'« appréciation commune de la période et des tâches », pour mesurer si ce socle partagé peut permettre de renforcer des interventions communes, voire des sauts organisationnels.

Tout cela nécessite en complément d'abord d'aller jusqu'au bout de la séparation décidée lors du dernier congrès. Les discussions autour d'un possible protocole national de séparation avec l'ex-PFC, ainsi que la déclaration de la réunion nationale de l'ex-PFA et leur choix de continuer avec nous de construire le NPA, exigent des actions de réorganisation/reconstruction substantielles du NPA actuel. Le travail lancé à l'occasion de ce CPN

doit continuer et s'approfondir ces prochaines semaines.

Dans ce cadre, une échéance importante de reconstruction du NPA sera la rencontre nationale des salariéEs du public et du privé qui aura lieu le week-end des 1<sup>er</sup> et 2 avril.

Enfin, le CPN décide qu'au plus tard fin juin, sera organisée une réunion nationale des comités. Dans un contexte de réarmement de notre projet et de l'organisation pour le porter, cette réunion permettra comme le prévoit les statuts « de mettre en commun l'activité des comités, de faire partager les expériences, d'aborder des sujets ayant pour enjeu l'intervention et la construction dans des domaines particuliers et d'avancer dans l'élaboration de notre stratégie et de notre projet en tant que parti anticapitaliste ».

Enfin, l'université d'été, rendez-vous désormais traditionnel des militantEs et sympathisantEs de notre courant, aura lieu à Port-Leucate du dimanche 27 au mercredi 30 août (accueil le samedi 26, départ le jeudi 31 au matin).

## GO SPORT Les emplois ne doivent pas être une variable d'ajustement



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L'enseigne Go Sport a été déclarée en cessation de paiements et placée en redressement judiciaire le 19 janvier. Les conséquences sur l'emploi sont encore inconnues. Elle est aussi désormais dans le collimateur de la justice qui enquête pour abus de bien social.

Quelques jours avant le jugement du tribunal de commerce, l'enseigne révélait elle-même les invraisemblables manœuvres capitalistiques du groupe HPB auquel elle appartient, détenu par la holding de Michel Ohayon : vendu pour 1 euro symbolique par le groupe Casino en 2021, Go Sport a dû allonger 38 millions d'euros pour racheter Gap, une autre filiale du groupe ! Ce montant correspond au mystérieux décaissement constaté par les commissaires aux comptes fin 2022. En réponse, HPB avait assuré qu'il n'y avait aucun risque de cessation de paiement, mais le tribunal de commerce lui a donné tort en constatant un passif de plus de 14 millions d'euros. Le groupe s'est toutefois bien avisé de ne rien dévoiler du montage financier qui a permis à Go Sport de trouver l'argent du rachat de Gap.

### Manipulations de capitaux et abus de biens sociaux

La veille du jugement, le journal *Libération* révélait de son côté l'ouverture d'une enquête préliminaire par le parquet de Grenoble, portant notamment sur une dépense de 18 millions d'euros qui aurait servi à financer en pure perte une autre filiale de HPB, la société Camaïeu, placée en liquidation judiciaire en septembre 2022. Le total des sommes déboursées s'approche étrangement de celui des prêts garantis par l'État accordés à Go Sport (55 millions d'euros), dont la législation interdit le transfert de fonds de la filiale emprunteuse à une autre... sauf pour une opération de croissance externe comme celle imposée opportunément par HPB.

Michel Ohayon est désormais écarté de la gestion de Go Sport, mais rien n'est résolu pour autant : l'enseigne a six mois pour dresser un inventaire de son patrimoine et de ses dettes, et rien ne dit que la reprise partielle d'actifs par un éventuel repreneur se traduira par le maintien des emplois. C'est précisément pour qu'ils ne soient plus la variable d'ajustement des manipulations capitalistes et empêcher celles-ci que le NPA revendique l'interdiction des licenciements.

Julien Dumans

## Le 19 janvier, ce n'est qu'un début...

On n'avait pas vu cela depuis longtemps dans bien des villes ! Les chiffres de grève et de manifestations de la journée du 19 janvier contre la réforme des retraites sont historiques. 1,2 million de manifestantEs dans toute la France selon la police, mais c'est vraisemblablement bien plus comme l'annonce l'intersyndicale avec plus de 2 millions de manifestantEs.

Les taux de grève ont été très importants (plus de 70 % dans l'éducation). Des grandes villes aux plus petites, la contestation de la contre-réforme de Macron est sans appel : 50 000 à Bordeaux, Nantes, Toulouse, 35 000 au Havre, 25 000 à Rennes, 20 000 à Rouen, au Mans et à Nice, 18 000 à Besançon, 3 500 à Alençon et Vesoul, 4 000 à Compiègne et à Gap, 7 000 à Agen et Montauban, 15 000 à Avignon, Bayonne, Tours et Pau, 10 000 à Saint-Nazaire, à Poitiers, 13 000 à Quimper, 13 500 à Brest, 11 000 à Angoulême, 13 000 à Angers, 8 000 à Châteauroux, Niort, Bourges, 12 000 à Rodez, 15 000 à Albi, et bien entendu plusieurs centaines de milliers à Paris (bien loin des 80 000 annoncés par le ministère de l'Intérieur)...

Dans la grande majorité des villes, les chiffres sont supérieurs à ceux des grandes grèves de 1995, avec parfois unE habitantE sur 7 ou 8 dans la rue. Dans le privé, la participation est exceptionnelle, avec des grévistes venuEs de

l'agroalimentaire, des métaux, de l'automobile, de l'électronique...

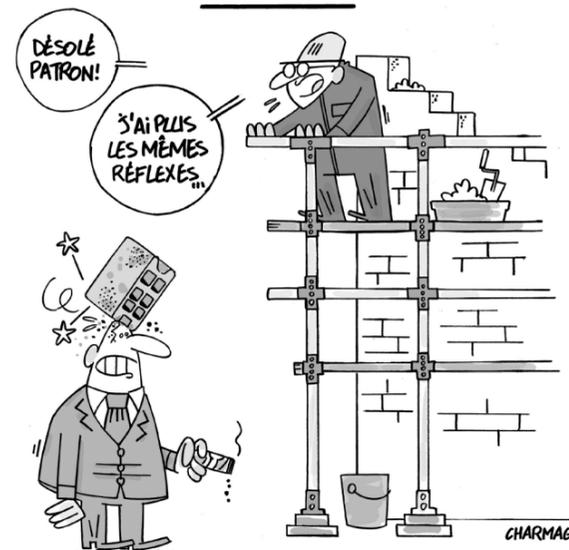
### Une colère générale, la confiance de nos propres forces

Au-delà du refus de cette contre-réforme, c'est un véritable ras-le-bol face à la situation économique et sociale globale qui s'est exprimé : les pensions étaient déjà faibles suite aux précédentes contre-réformes, et l'inflation actuelle, avec l'explosion des prix, réduit le pouvoir d'achat des catégories populaires. Le ras-le-bol, la colère, sont là, contre Macron, contre ce gouvernement, contre leur mépris, contre leurs politiques injustes.

En nous rassemblant ainsi dans des manifestations où l'ambiance était à la fois déterminée et bonne, nous nous sommes donné du courage et de la force pour combattre Macron et son monde.

Alors, cette journée du 19 janvier qui nous redonne confiance doit être suivie de bien des discussions, d'assemblées générales pour convaincre de plus en plus et

### RECU DE L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE



être de plus en plus nombreuses et nombreux...

Samedi 21 janvier à l'appel des organisations de jeunesse et des partis politiques, les manifestations ont été plus petites. Elles ont

eu leur rôle dans la construction du rapport de forces nécessaire en attendant la date du 31 janvier. Partout, continuons à construire les prochaines mobilisations contre Macron et son monde.

## À Rennes, une manifestation déterminée

Selon les organisations syndicales, 25 000 personnes ont défilé, 20 000 selon Ouest-France, 17 000 selon la police. « On est là pour voir le défilé » auraient pu chanter les quelques personnes qui n'ont guère quitté les marches du Musée de Bretagne et qui ont vu passer sous leurs yeux la quasi-totalité des manifestantEs...

En tête, une CFDT en ordre de bataille. Un cortège impressionnant, comme ses adhérentEs savent le faire... quand ils et elles sont là ! Cortège très dense, très structuré, très « orange », nombreux, très homogène. Beaucoup de personnelEs de santé qui avaient défilé sur les salaires à l'automne. Dans tout le reste de la manif, quasiment aucun drapeau CFDT.

### Prendre conscience de sa force

Puis vient la CGT. Le cortège est beaucoup plus gros, peut-être parce que c'est la manif elle-même. Une vraie manif populaire, tranquille, avec très peu de slogans, de chansons, en dehors des équipes syndicales structurées (Rail, Santé,

Territoriaux) avec le seul cortège significatif du privé (une banderole Eurovia, Construction).

Comme s'il n'était pas nécessaire de crier et qu'il suffisait de marcher, de prendre conscience de sa force et de se trouver bien là au milieu de la foule. Beaucoup de jeunes, beaucoup de néo-manifestantEs, et ce qui va avec, de très nombreuses pancartes en carton bricolées à la hâte ou au contraire très élaborées. Tout un art !

Mention spéciale pour les très nombreux personnelEs de santé du CHU, du centre hospitalier Guillaume-Régner mais aussi du centre hospitalier privé Saint-Grégoire qui s'étaient mobilisés sur les salaires il y a peu.

Une fanfare, une batucada, un groupe de sonneurs, pour

l'ambiance. La camionnette de la CGT CheminotEs pour la galette saucisse. C'est là aussi que l'on trouve les cortèges unitaires (DRAC, Rennes 2, Rennes 1, syndicats étudiants, déçuEs du Ségur), qui comptent chacun de petites équipes soudées habituées à manifester ensemble, ainsi que quelques cortèges d'établissements scolaires.

FO suit avec un cortège très structuré, le dirigeant local debout, impérial, sur le toit de la camionnette, haranguant la foule (une spécialité locale !). Viennent ensuite les cortèges dynamiques de Solidaires, avec sa sono puissante et son animation très combative, et de la FSU. Quand le cortège de la FSU est dynamique, c'est que la grève est

très suivie chez les professeurEs des écoles... CFTC, UNSA, CFE-CGC sont là mais assez discrètement. Les partis (PCF et LFI) clôturent le défilé.

Sur le parcours, quelques vitrines sont descendues (Axa, Zara, Starbucks...) par des activistes protégés au cœur d'un groupe de 200 à 300 personnes qui se confond avec le cortège de tête (voté lors de l'assemblée générale de Rennes 2 qui a réuni 300 personnes) qui comprend nombre de jeunes étudiantEs et lycéenEs. Plus loin, une Tesla est incendiée « pour le symbole ». À la fin de la manif, quelques jets de canettes sur les flics déclenchent canon à eau et gazage massif qui ont raison des derniers manifestantEs.

Correspondant

## SANS-PAPIERS Première victoire pour les jeunes mineurEs étrangerEs à Toulouse

Depuis mi-décembre, une centaine de jeunes mineurEs isolés occupent un bâtiment inoccupé de l'université Paul-Sabatier à Toulouse. La présidence de l'université a tenté de faire expulser ces jeunes et a entamé une procédure auprès du tribunal administratif (TA). Après un premier jugement défavorable aux jeunes fin décembre, une nouvelle audience a eu lieu vendredi 13 janvier, et la mesure d'expulsion a été levée par le TA. Les jeunes peuvent rester dans le bâtiment universitaire tant qu'aucun projet de réhabilitation ne se mettra en place !

Cette première victoire est le résultat de la mobilisation des jeunes, des associations qui les accompagnent (AutonomIE, TEC 31), mais également de la communauté universitaire et de plusieurs organisations syndicales, notamment de la CGT du campus : collectes solidaires, rassemblements, pétitions...

### Organiser la solidarité

Il s'agit maintenant d'organiser la solidarité sur la durée. Un collectif de soutien s'est mis en place sur le campus avec pour but notamment d'améliorer les conditions de vie des jeunes : remise en route du chauffage, accès aux douches, mise à disposition d'une salle de cours pour les apprentissages... À

ce stade, la présidence refuse toujours d'apporter assistance à la centaine de jeunes réfugiés sur un campus accueillant 36 000 étudiantEs !

Au-delà, ce sont les pouvoirs publics qu'il faut mettre sous pression, à commencer par le Conseil départemental dirigé par le Parti socialiste. En effet, le Conseil départemental a

l'obligation de prendre en charge ces jeunes mineurEs isolés. Il se soustrait à ses obligations en refusant de reconnaître leur minorité malgré les justificatifs dont disposent ces jeunes. À plus de 90 %, le tribunal pour enfants finit par reconnaître leur minorité au bout d'une procédure judiciaire qui prend plusieurs mois, laps

de temps pendant lequel ils se retrouvent à la rue. Par ce mécanisme, sans cesse de nouveaux jeunes se retrouvent à la rue en arrivant en France. Cela doit cesser !

### Imposer une solution pérenne

À Toulouse comme ailleurs en France, il y a urgence à mettre

en place des lieux d'hébergement collectif pour les jeunes mineurEs isolés étrangerEs. Dans ces lieux pourraient intervenir les associations et les services sociaux. Cela permettrait que ces jeunes soient à l'abri le temps de réaliser les démarches administratives imposées par une administration départementale qui applique sans sourciller les consignes du ministre de l'Intérieur Darmanin : rendre la vie impossible aux étrangerEs arrivant en France !

Correspondant

## SPORTS Fédération française de football : c'est tout un système qu'il faut dégager !

**A**u menu, une liste interminable de violences, management toxique, harcèlement, sexisme, racisme et corruption, que seul un livre pourrait retracer de façon exhaustive.

### Racisme, sexisme, corruption...

Des jeunes arbitres à qui on propose des promotions en échange de leur prostitution<sup>1</sup>. Du harcèlement, des agressions sexuelles et des viols sur des salariées et stagiaires<sup>2</sup>. Des déclarations racistes dignes des pubs *Y'a bon Banania* ou de chansons de Michel Sardou<sup>3</sup>. Le soutien au régime qatari à l'occasion de la Coupe du monde, assortie de l'interdiction absolue faite aux joueurs de l'équipe de France d'exprimer le moindre doute sur l'organisation de cette compétition (soutien bien monnayé par les lobbyistes de l'émirat).

S'y ajoute un management toxique jusqu'à l'extrême et des méthodes cyniques et indignes. La directrice générale, Florence Hardouin, a ainsi successivement couvert les agressions et harcèlements, encouragé les victimes à les dénoncer quand elle a souhaité mettre des bâtons dans les roues de ses rivaux et finalement licencié toutes les plaignantes au cours d'un plan social d'entreprise genré en 2019.

En octobre dernier, le journaliste indépendant Romain Molina, suivi une semaine plus tard par *So Foot*, révélait au grand public ce que les spécialistes connaissaient déjà : le système d'omerta mis en place depuis des dizaines d'années au sein de la Fédération française de football pour couvrir les méthodes employées pour gérer la plus grande association sportive de France (deux millions de licenciés). Révélations qui ont valu au journaliste comme à *So Foot* un dépôt de plainte pour diffamation.



WIKIMEDIA COMMONS

Pour le dire sans détour : des agissements dignes d'une véritable mafia, couverte par les différents gouvernements, dont la FFF est déléguataire de service public. Avec des politiques, dont la ministre des Sports, qui ont beau jeu de se scandaliser aujourd'hui.

### Aux suivants !

Le président de la FFF, Noël Le Graët, ancien maire de Guingamp et propriétaire du club de foot de la ville, qui vient d'être débarqué après 12 ans de règne digne d'un parrain sicilien, symbolise cet

univers corporatiste, affairiste et très ancien monde, à l'heure où la prise de conscience sur les violences sexistes et sexuelles a fait de grands pas en avant.

Mais il ne faut pas se tromper : si personne ne regrettera cette crapule, c'est tout un système qu'il faut mettre à bas et refonder. D'abord le football amateur, et en particulier les clubs féminins, saigné et laissé à l'abandon par ces caciques : le président de la Ligue amateur parle ainsi de «*nuissellement à l'envers*»<sup>4</sup>, la FFF pillant les finances des petits clubs via le montant des licences

et des amendes. Et au plus haut niveau professionnel, gangrené par le sponsoring, les droits télé, les salaires indécents, le règne des agents, les compétitions accordées contre corruption, et la coupure avec la société réelle.

Pour que le sport le plus populaire du monde cesse d'être l'otage des pires capitalistes et mafieux : qu'ils s'en aillent tous !

### Y. S.

1 – Voir par exemple Kévin Carrière, «*Chantage et harcèlement sexuel d'arbitres mineurs*», Romain Molina attaque à nouveau la FFF», *la Dépêche*, 21 septembre 2022.

2 – Voir par exemple Benjamin Jung, «*FFF: 20 ans d'omerta sur les violences sexuelles*», *Blast-info.fr*, 2 novembre 2022.

3 – Interrogé en 2021 par *So Foot* sur le fait que la FFF ne prend pas de front la lutte contre le racisme, Noël Le Graët répond ainsi : «*Attends, moi je suis chef d'entreprise, j'ai des salariés, jamais... Même ici, ma secrétaire, allez voir sa couleur de peau. Et le directeur que je viens d'embaucher, un Dialla.*»

4 – Adrien Schwyter, «*Football: Le Graët également attaqué sur la redistribution du trésor de guerre de la FFF*», *challenges.fr*, 17 janvier 2023.

## LGBTI L'homophobie a encore tué

Dans les Vosges, début janvier, Lucas s'est suicidé à l'âge de 13 ans car il subissait du harcèlement homophobe à l'école et dans son quartier. Encore une fois, l'homophobie a tué et les insultes, les menaces, les violences physiques, psychologiques et sexuelles en fonction de l'orientation sexuelle réelle ou supposée persistent, parfois dans l'indifférence.

**B**analises, ces violences témoignent d'une oppression prépondérante qui traverse toutes les sphères de la société. Et comme partout, l'homophobie subsiste dans les établissements scolaires. De la même manière que l'école reproduit les inégalités sociales, elle tend aussi à maintenir des normes de sexualité et de genre, alors qu'il serait plus intéressant que l'école soit le lieu où l'on questionne la norme. L'école véhicule des injonctions de genre et de sexualité. Elles sont difficiles à appréhender tant elles apparaissent comme des évidences. Pourtant elles sont omniprésentes notamment dans les cadres d'échanges informels du quotidien.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

### Normes de genre et de sexualité, oubliées des programmes

Gabrielle Richard, sociologue du genre, explique ceci dans son livre *Hétéro l'école? Plaidoyer pour une éducation anti-oppressive à la sexualité* : «*Alors qu'on assiste à une politisation croissante des questions de genre et de sexualité, celles-ci demeurent les grandes oubliées lors de la conception des programmes. Est-ce parce qu'il s'agit de sujets sensibles susceptibles de heurter de plein fouet les conceptions entretenues par plusieurs élèves (et adultes?) [...] À quel point ce statu quo est-il causé ou alimenté, par la crainte des réactions des parents d'élèves, ou encore des débats houleux soulevés par les initiatives françaises les plus récentes?*» L'hypocrisie des campagnes de sensibilisation du ministère de l'Éducation nationale est manifeste. Ce n'est que de la poudre aux yeux, bien loin de la réalité. Ces campagnes reproduisent des clichés normatifs sans prendre en compte des violences LGBTIphobes. Il s'agirait de ne pas réduire la lutte contre les LGBTIphobies à la seule date du 17 mai dans les établissements scolaires par exemple. À quand des manuels de français proposant des auteurEs LGBTI? À quand des supports et de vrais projets pédagogiques luttant contre les discriminations sans stéréotyper nos vies? À quand tout simplement la fin de l'hétéronormativité à l'école?

### Ouvrir l'école aux associations de lutte contre les discriminations

Pendant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron s'est dit opposé au traitement des questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre en école primaire et sceptique pour que cela soit abordé au collège. Le suicide de Lucas, qui a été précédé de tant d'autres, vient montrer à quel point il est essentiel de combattre les LGBTIphobies dès le plus jeune âge. Au-delà du personnel de l'Éducation nationale, il est important que des associations de lutte contre les discriminations puissent se rendre dans les établissements afin de sensibiliser les élèves.

Les réactionnaires, tel Éric Zemmour, s'opposent à leur venue en invoquant une prétendue «*propagande LGBT*», mais c'est leur propagande homophobe et transphobe qui se répercute dans les violences que nous subissons.

Alors pour Lucas et touTEs les autres enfants qui souffrent des LGBTIphobies, il faut que le gouvernement et l'Éducation nationale prennent leurs responsabilités, forment les personnelEs et agissent pour protéger les élèves.

**Commission LGBTI**

## ROUEN Bolloré et Lubrizol criminels, l'État toujours complice

Vers 16 h 30 lundi, une explosion et un incendie se sont produits à l'usine Bolloré Logistics de Grand-Couronne, en périphérie de Rouen (Seine-Maritime). La zone touchée est un entrepôt de batteries au lithium adjacent à un entrepôt contenant 70 000 pneus, qui ont également pris feu.



### Prévention et protection ou déni et complaisance?

Encore une fois, la sécurité des personnes touchées n'est pas garantie : pas de consigne de confinement, pas

d'évaluation des risques encourus par les riverains et les pompiers. Près de quatre ans après l'incendie de Lubrizol, les habitantEs n'ont toujours pas été informés des moyens

de se protéger en cas de sinistre. Il n'y a actuellement aucune information sur la cause de l'incendie. Cependant, la question du risque industriel, alors que les accidents sont en augmentation, est à nouveau mise en lumière. Et pour des raisons bien identifiables : il y a un manque d'investissement des entreprises et un non-respect des normes. De plus l'État démantèle consciencieusement les services chargés du contrôle des sites industriels, empêchant de sanctionner véritablement les entreprises qui ne poursuivent que le profit.

### Produire moins, produire mieux sous contrôle de la population

Pour contrôler comment et dans quelles conditions les produits industriels sont élaborés, il est nécessaire d'exproprier ces entreprises et de les placer sous le contrôle des travailleurEs et du public. Mais au-delà, à l'heure de l'urgence écologique il nous faut réfléchir collectivement à l'utilité des produits élaborés : plus de batteries pour plus de voitures électriques, est-ce vraiment le monde que nous voulons? Pour une transformation révolutionnaire de la société dans une perspective écosocialiste, il faut affirmer haut et fort dans toutes les luttes à venir : les vies et notre environnement valent clairement mieux que tous leurs profits!

**Correspondant NPA 76**

**L**a population n'a été prévenue qu'à 18 heures par le système d'alerte de la Métropole de Rouen. Comme il y a 3 ans et demi lors de l'accident industriel de Lubrizol – Normandie Logistique, les autorités font preuve d'un grand laxisme à l'égard des milliardaires.

### Des fumées aussi inoffensives que des pets de licorne!

Il n'y a pas eu de consigne de sécurité de la métropole, celle-ci demandant simplement d'éviter le secteur. La préfecture quant à elle a utilisé les mêmes ficelles qu'au moment de Lubrizol : «*les fumées ne sont pas toxiques*», rassurez-vous... Ajoutant ce coup-ci que le site n'étant pas classé Seveso, il n'y avait pas lieu de s'inquiéter. Cependant, ce n'est pas parce que le site n'est pas classé que la fumée dégagée par l'incendie est inoffensive! Les piles au lithium en brûlant libèrent leur électrolyte avec des gaz particulièrement toxiques et corrosifs, notamment du phosphore, du fluor et du lithium. Les pneus en se consumant émettent des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques). Il faut noter malgré le déni des autorités que les capteurs d'ATMO Normandie chargés de mesurer la qualité de l'air ont enregistré un fort pic des particules PM10 le soir de l'incendie et qu'elles sont dangereuses à elles seules! En raison de la toxicité des fumées, brûler des pneus est bien sûr interdit. De même que les incendies domestiques liés aux batteries au lithium sont réputés pour être extrêmement dangereux. Mais lorsque le feu est gigantesque et causés par les milliardaires Buffet ou Bolloré, il semble que les effets toxiques s'annulent... Les milliardaires ne produisent d'après l'État que des fumées aussi inoffensives que des pets de licorne!

**Formation****Les retraites : une bataille d'hier et d'aujourd'hui**

La bataille contre la réforme des retraites a commencé avec la journée de mobilisation historique du jeudi 19 janvier. Les sondages sont unanimes : une majorité de la population est contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite et ne veut pas travailler plus longtemps.

Le régime général de retraites que nous connaissons a subi de nombreuses réformes depuis qu'il a été mis en place en 1945, au point que nous en perdons de vue l'essence même : ce sont nos cotisations qui payent les retraites actuelles et les caisses de retraites devaient être gérées par les représentantEs des travailleurEs, donc des éluEs syndicaux. Mais, aujourd'hui, nous avons l'impression que c'est l'État qui a repris la main et nous impose ses choix. Aucun travailleurE en activité n'a connu d'élection de ces représentantEs. Pourtant, c'est bien de notre argent qu'il s'agit ! Il y a donc des projets de société qui s'affrontent dans cette bataille.

**La Sécurité sociale, un «embryon de socialisme»**

En région parisienne, nous proposons donc à nos sympathisantEs de se poser pendant un après-midi pour revenir sur ces fondamentaux. La Sécurité sociale est bien un «embryon de socialisme». Une retraite pour quoi faire ? Pourquoi nous battons-nous ? Dans quelle idéologie notre lutte s'inscrit-elle ? Ces discussions théoriques seront bien évidemment liées à la bataille actuelle :

comment peut-on s'organiser pour gagner ? Comment le NPA peut-il être utile en liant les différents secteurs et une perspective plus large, c'est-à-dire un projet de société fondé sur la solidarité et communiste ?

Pour venir discuter, rendez-vous samedi 28 janvier à partir de 14 heures à la librairie La Brèche au 27, rue Taine à Paris.



La situation était explosive avant même l'annonce de la réforme. L'écrasante majorité de la population subit de plein fouet les crises écologiques, sociales, économiques... Et tout augmente, sauf nos salaires. C'est ce qu'a rappelé Charline, jeune travailleuse et militante aux Jeunesses anticapitalistes. La retraite est belle et bien l'affaire des jeunes, qui ont toutes les raisons de se mobiliser contre cette réforme. La jeunesse a d'ailleurs été à l'avant-garde des mobilisations contre toutes les discriminations et pour l'urgence écologique de ces dernières années.

**«On va tout faire pour gagner»**

Fabien Villedieu, cheminot à gare de Lyon et militant syndical, a décrit les conséquences déléteries de l'ouverture du système public ferroviaire à la concurrence. La poursuite des politiques austéritaires qui conduisent à la destruction des services publics, notamment l'hôpital et l'éducation. Pauline Salingue est revenue sur l'offensive néolibérale à laquelle fait face notre camp social, entre les prix qui explosent d'un côté et les profits records des grandes entreprises de l'autre. La série d'attaques racistes avec le projet de loi immigration de Darmanin, mais celles aussi contre les plus précaires avec la réforme de l'assurance chômage : « Nos vœux, on va les adresser dans la rue mais ce ne seront pas des vœux, ce seront des revendications sur lesquelles on va tout faire pour gagner ». Pauline a aussi rappelé que le 8 mars était à préparer dès maintenant en l'articulant avec la bataille des retraites puisque cette réforme va toucher en premier lieu les femmes dont la retraite est en moyenne inférieure de 41 % à celle des hommes.

**Ne pas laisser les retraites à la loi du marché**

Inès et Magali, deux militantes de l'association MaMaMa du 93, qui apporte une aide matérielle et un soutien moral aux femmes en situation de précarité, sont intervenues pour demander de la solidarité militante alors qu'elles

font face à l'expulsion de leur local à Saint-Denis.

Nous avons aussi tenu à donner la parole à Yekbun Eksen qui est membre du CDKF (Conseil démocratique kurde en France) après leur avoir adressé un message de solidarité internationaliste alors qu'ils et elles ont été victimes une nouvelle fois d'un triple assassinat en plein Paris le 23 décembre dernier.

Olivier Besancenot a replacé la réforme dans un contexte historique en rappelant comment les générations précédentes se sont battues pour obtenir ce droit et le rendre effectif. D'ailleurs si cette réforme passe ils ne s'arrêteront pas là, les capitalistes veulent ouvrir le système des retraites à la loi du

**Réunion publique du NPA****Un meeting pour faire le plein de combativité**

Mardi 17 janvier a eu lieu le premier meeting du NPA de l'année 2023 à la Bellevilloise dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. C'est dans une salle pleine à craquer que ce sont rassemblées 550 personnes venues assister au meeting dans une ambiance à la fois combative et chaleureuse. Entre les applaudissements, le public était venu écouter les arguments contre la réforme des retraites, à la veille de la journée de grève du 19.



NPA

marché, en nous obligeant à avoir recours à des fonds de pension privés. Olivier propose donc à toutes les personnes dans la salle de se transformer en « militantEs de la grève générale ». Rachel Keke a d'ailleurs expliqué qu'il n'y aurait pas de raccourcis, qu'il fallait être nombreuses et nombreux dans la rue et faire grève pour instaurer le rapport de forces qui les fera reculer.

**Un outil pour les luttes**

Philippe Poutou et Pauline Salingue ont aussi insisté sur la nécessité de s'organiser collectivement parce qu'on refuse de perdre notre vie à la gagner, qu'il faut qu'on reprenne les richesses qu'ils nous ont volées, pour défendre les sans-papiers, imposer une écologie radicale, construire les

solidarités antiracistes et se battre contre toutes les oppressions. Nous avons besoin de construire un outil pour les luttes, de nous rassembler afin de faire face à l'offensive des classes dominantes et pour imposer un autre projet de société.

Le meeting a permis de « faire le plein de combativité », de nous donner confiance parce qu'il n'y aura pas de résignation de notre côté et nous nous sommes donc donné rendez-vous le 19 pour une première étape dans la rue, puis le 21 janvier pour la marche pour nos retraites. Ce n'est qu'un début ! Pour celles et ceux qui n'ont pas pu être présentEs, le meeting est à voir en replay sur la chaîne de *L'Anticapitaliste*.

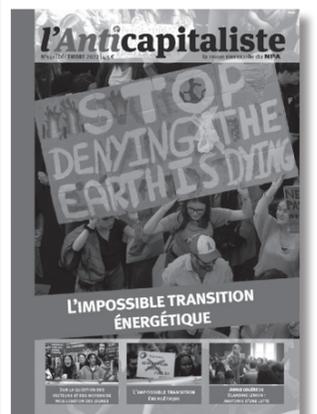
Anne-Laure M. et Oriane

**Rencontre****Où en est le féminisme lutte de classe ?**

Vendredi 10 février, nous recevons Suzy Rojzman à l'occasion de la sortie de son ouvrage *Féministes ! Luttes de femmes, lutte de classes, pour discuter des liens entre lutte féministe et combat anticapitaliste, d'hier à aujourd'hui*.

Un débat on ne peut plus actuel à l'heure où la colère gronde contre la réforme des retraites et l'inflation, et dans la perspective de la grève féministe du 8 mars.

Des militantes féministes du NPA, dont Aurore Koechlin, seront présentes pour animer l'événement et nourrir la réflexion. Venez nombreuxSES !

**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°141 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

50<sup>e</sup> festival de BD d'Angoulême

# Quatre expositions décoiffantes à ne pas rater!

On n'a pas tous les jours un demi-siècle, et le festival d'Angoulême fait feu de tout bois. Encore plus de bulles et de chapiteaux ouverts au public. Une vieille halle de la gare d'Angoulême (proche de la médiathèque Alpha) a été entièrement rénovée pour agrandir l'espace Manga, et les vieux chais de Cognac, proches de la Cité de la BD, ont été retapés pour étoffer l'offre jeunesse, et ainsi de suite...

Déjà placé sous le signe de la contestation avec la bataille pour l'annulation de l'exposition Bastien Vives<sup>1</sup>, le festival réserve d'autres surprises. Et parmi elles, quatre expositions décoiffantes.

## «Couleurs!» au Vaisseau Mœbius (proche de la Charente et de la Cité de la BD)

Le Salon international de la Bande dessinée voit le jour à Angoulême le dernier week-end de janvier 1974, et il accueille l'exposition «Esthétique du noir et blanc dans la bande dessinée». Cinquante ans plus tard, en écho, le festival fait place à la couleur à travers une exposition immersive. Au fil des décennies, noir & blanc et couleur ont cheminé de façon parallèle, chacun prenant tour à tour la tête pour des raisons pratiques, financières ou esthétiques. Les premières colorisations, assez sommaires, fonctionnaient par aplats et, le plus souvent, selon un naturalisme académique. Peu à peu, la frontière se fait plus mince entre la fonction narrative du dessin et celle de la couleur. Avec *Arzach* de Mœbius, la bande dessinée s'ouvre à la couleur directe et à la pictorialité, emportant dans son sillage des auteurs comme Bilal, Bernard Yslaire, Loustal, Richard Corben, Nicole Claveloux. La couleur poursuit le geste de création chez Coese par exemple et, le plus souvent, par le biais d'un E coloriste qui établit des choix déterminants pour l'album. À la jonction des années 1980-1990, l'arrivée de la colorisation numérique apporte un nouveau lot de petites révolutions et d'autres expérimentations chromatiques. L'exposition *Couleurs!* entend ainsi accompagner la reconnaissance du statut de coloriste. En fin de parcours, une salle interactive propose de jouer avec les «comics» hallucinés de Corben ou avec un Batman, prenant, pour ses 80 ans, son envol des remparts de la ville vers l'Alpha médiathèque.



## «L'Attaque des titans, de l'ombre à la lumière» à l'Alpha (passe-relais depuis la gare)

Un récit exalté, des partis pris graphiques audacieux, un caractère inclassable. Hajime Isayama a posé les bases de sa série dès 2006, à 20 ans à peine. Les épisodes de *L'Attaque des titans* s'étalent sur 15 ans et connaissent un succès phénoménal et mondial. Les fans se sont livrés à de multiples décryptages d'une intrigue complexe. La nervosité du trait associé à la profondeur dramatique de l'écriture donne corps à des visions parmi les plus terrassantes jamais vues en bande dessinée. «Avec ses décors d'inspiration médiévale éventrés par des colosses anthropophages, ses scènes d'action aériennes aux accents steampunk et ses



L'Attaque des Titans. HAJIME ISAYAMA / KODANSHA LTD.

chorégraphies martiales empruntées aux techniques pugilistes du MMA (arts martiaux mixtes), Hajime Isayama amalgame les univers et les genres»<sup>2</sup>.

## «Elle résiste, elles résistent» au Vaisseau Mœbius

Le prix du meilleur scénario 2022 est revenu à Jean-David Morvan et Madeleine Riffaud (dessins Dominique Bertail) pour l'album *Madeleine, Résistante: la rose dégoupillée*. L'exposition revient sur la genèse de l'album, et présente le parcours et les engagements de Madeleine Riffaud et d'autres figures de résistantes. L'exposition dévoile le processus de création unique qui unit Madeleine Riffaud, Jean-David Morvan et le dessinateur Dominique Bertail, dans lequel tout passe nécessairement par la voix, Madeleine ayant perdu l'usage de ses yeux.

## «Les 6 voyages de Philippe Druillet» au musée et au lycée Guez-de-Balzac

Grand Prix du Festival en 1988, Philippe Druillet célèbre son retour à Angoulême par une exposition, en six voyages, qui sont autant de voies d'accès aux mondes à la fois colossaux et abyssaux de ce géant du 9<sup>e</sup> art. Dès 1966, Druillet publie les premières aventures de *Lone Sloane* chez «Pilote». En 1974, à la suite de désaccords avec la rédaction, il quitte le journal et fonde, avec Mœbius le mensuel *Métal hurlant* et la maison d'édition «Les Humanoïdes Associés». Il ne peut cependant se résoudre à la seule BD. Il est tour à tour plasticien, développeur de projets cinématographiques, illustrateur de romans fantastiques et de science-fiction ou encore designer et même architecte. Avec ce titre emprunté au mythe *Les Six Voyages de Lone Sloane* (1972), l'exposition explore les six facettes qui ont défini la nature à la fois unique et hybride de son imaginaire. Outre le musée qui accueille l'exposition, la vieille chapelle du lycée Guez-de-Balzac<sup>3</sup> se transformera en écrin monumental de son œuvre à travers une projection animée de planches d'albums, qui montrera le chemin vers l'apocalypse selon Philippe Druillet. Accrochez-vous!

### Sylvain Chardon

- 1 - Voir l'article d'Hélène Topouria in *L'Anticapitaliste* du 22/12/2022 numéro 642.
- 2 - Présentation faite par le FIBD. À noter que l'exposition sera une première mondiale!
- 3 - Le vieux lycée Guez-de-Balzac est situé sur les remparts dans la vieille ville.

## Disparition

# Adolfo Kaminsky, un faussaire contre les oppressions

Adolfo Kaminsky s'est éteint le 9 janvier dernier à l'âge de 97 ans. Il a caché la moitié de sa vie. Né en 1925 à Buenos Aires, il s'installe à Paris alors qu'il a 7 ans et grandit dans une famille juive russe très pauvre.

Il commence à travailler à 12 ans et demi. À 14 ans il est embauché dans une teinturerie... Là, il dit avoir découvert la magie de la couleur. Il devient au fil du temps un expert en chimie. Il monte son premier laboratoire pour faire des expériences sur les matières colorantes. Après l'occupation allemande en 1940, la famille Kaminsky est déportée à Drancy mais grâce à la nationalité argentine des membres de la famille, elle est libérée au bout de trois mois.



DR

## Sauver des milliers d'enfants de la déportation

Adolfo entre dans la clandestinité et intègre la résistance pour obtenir, pour lui-même, son premier faux papier. Son expertise en décoloration des encres l'amène à prendre la tête d'un laboratoire clandestin de fabrication de faux documents (passeports, cartes d'alimentation...). Il change toutes les méthodes de travail. Il met en place la photo, la photogravure, l'imprimerie... Ce n'est que du bricolage. Adolfo explique avoir fait une centrifugeuse avec une roue de bicyclette. C'est un matériel très sophistiqué et très efficace avec rien du tout, «*Le bricolage intelligent*», explique-t-il. Une commande importante lui est faite pour fournir une grande quantité de faux papiers destinés à sauver les enfants de plusieurs maisons d'enfants juifs. Il ne dort pas pendant trois jours, tombe plusieurs fois d'inanition et est réanimé par ses camarades. Il reste éveillé, refuse de dormir. S'il arrive à remplir 30 faux papiers en une heure mais qu'il dort une heure, il y aura 30 faux papiers en moins et donc 30 enfants condamnés le jour de la rafle. Impossible pour Kaminsky! Un de ses yeux en a été détruit. Il expliquait en toute humilité que c'était le prix pour sauver beaucoup de gens. Des milliers. Après la résistance Adolfo vit de la photographie. Il fait des reproductions de tableaux, de peintures pour des catalogues, pour des galeries. Il est payé pour ce travail, ce qui lui a toujours permis de refuser d'être payé pour les faux papiers qu'il confectionnait. «*Pour ne pas être dépendant et ne pas être obligé de faire des choses pour lesquelles je n'étais pas d'accord*». Car son travail de faussaire ne s'est pas arrêté avec la fin de la Seconde Guerre mondiale.

## Faussaire principal de la lutte contre le colonialisme

Il fabrique ensuite des faux documents destinés à l'immigration clandestine juive vers la Palestine sous mandat britannique. Il refuse d'aller s'installer en Israël qui se constitue avec une religion d'État. Il coupe complètement ses relations avec cet État. Il pense arrêter ses activités de faussaire mais la guerre d'Algérie commence et il fournit de nombreux faux papiers aux combattantEs du FLN après avoir constaté que le «pays des droits de l'homme» utilise les méthodes de la Gestapo. Il devient le faussaire principal de la lutte contre le colonialisme. Il fabrique les faux papiers des cinq seules évadées de la prison pour femmes de la Roquette à Paris, cinq combattantes du FLN qui étaient dans le réseau Jeanson, autrement appelé «Les Porteurs de valise». Après la guerre d'Algérie, il se met au service de tous les mouvements de libération d'Afrique. Il fait des faux papiers pour les combattantEs de l'ANC d'Afrique du Sud, puis pour les militantEs des pays d'Amérique latine en lutte contre les dictatures, pour des déserteurs américains qui veulent échapper à la guerre du Vietnam. Il aide des républicains espagnols, grecs. Toutes celles et ceux qui combattent pour la justice, le progrès social et contre toutes les oppressions. Il refuse d'être payé pour pouvoir dire non. Il échappe à toutes les polices grâce à son extrême rigueur en matière de sécurité, rigueur héritée de ses années de la clandestinité durant la Seconde Guerre mondiale. Un très grand monsieur vient de disparaître. On peut en apprendre davantage dans le livre écrit par sa fille Sarah qui se lit comme un roman d'aventure. Tous les faits relatés sont parfaitement réels.

### Norbert Nusbaum

Une vie de faussaire, de Sarah Kaminsky, Le Livre de poche, 2018, 264 pages.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

PHILIPPE DRUILLET

